

SEANCES DU MERCREDI 16 NOVEMBRE 1988
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 16 NOVEMBER 1988ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— régime français — pour l'année budgétaire 1988.

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— régime néerlandais — pour l'année budgétaire 1988.

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— secteur commun aux régimes français et néerlandais
— pour l'année budgétaire 1988.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: M. Mouton, Mme Lieten-Croes, MM. Janzegers, Delloy, Didden, Taminiaux, Bayenet, M. Chevalier, secrétaire d'Etat à l'Education nationale, adjoint au ministre de l'Education nationale, W. Claes, M. Ylieff, ministre de l'Education nationale, p. 292.

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— régime français — pour l'année budgétaire 1988.

Discussion et vote des articles, p. 305.

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— régime néerlandais — pour l'année budgétaire 1988.

Discussion et vote des articles, p. 311.

Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale
— secteur commun aux régimes français et néerlandais
— pour l'année budgétaire 1988.

Discussion et vote des articles, p. 316.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1988-1989

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs —
Franstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs —
Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs
— gemeenschappelijke sector van de Franstalige en de
Nederlandstalige regimes — voor het begrotingsjaar
1988.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heer Mouton, mevrouw Lieten-Croes, de heren Janzegers, Delloy, Didden, Taminiaux, Bayenet, de heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes, de heer Ylieff, minister van Onderwijs, blz. 292.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs —
Franstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 305.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs —
Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 311.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Onderwijs
— gemeenschappelijke sector van de Franstalige en de
Nederlandstalige regimes — voor het begrotingsjaar
1988.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 316.

Projet de loi modifiant la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux Arts ».

Discussion générale. — *Orateur*: M. Garcia, rapporteur, p. 318.

Discussion et vote de l'article unique, p. 319.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 12 augustus 1981 houdende de oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd « Paleis voor Schone Kunsten ».

Algemene beraadslaging. — *Spreker*: de heer Garcia, rapporteur, blz. 318.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 319.

PRESIDENCE DE M. TOUSSAINT, PREMIER VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER TOUSSAINT, EERSTE ONDERVOORZITTER

M. Mouton, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mouton, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 20 m.

De vergadering wordt geopend te 19 h 20 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — REGIME FRANÇAIS — POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — REGIME NEERLANDAIS — POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — SECTEUR COMMUN AUX REGIMES FRANÇAIS ET NEERLANDAIS — POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN ONDERWIJS — FRANSTALIG REGIME — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN ONDERWIJS — NEDERLANDSTALIG REGIME — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN ONDERWIJS — GEMEENSCHAPPELIJKE SECTOR VAN DE FRANSTALIGE EN DE NEDERLANDSTALIGE REGIMES — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget de l'Education nationale pour l'année budgétaire 1988.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Onderwijs voor het begrotingsjaar 1988.

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le ministre, chers collègues, le budget de l'Education nationale que nous examinons aujourd'hui sera le dernier du genre. En effet, le 1^{er} janvier 1989, l'enseignement relèvera pleinement des Communautés et nous ne pouvons que nous réjouir de cet heureux aboutissement.

Préparé et déposé par votre honorable prédécesseur, monsieur le ministre, le budget qui est soumis à notre examen ce soir a fait l'objet d'un sérieux lissage, rendu nécessaire, lors du contrôle budgétaire de mars 1988, par la régularisation de quelque 3 milliards de francs dont 1,5 milliard de crédits relatifs aux exercices antérieurs.

Comment passer sous silence l'imputation irrégulière d'un milliard et demi de dépenses relatives à l'ONSS et à la CVO, dépenses qui concernaient en réalité l'exercice budgétaire 1987 ?

Cette pratique, monsieur le Président, est particulièrement regrettable dans le chef d'un ministre libéral — je déplore qu'il ne soit pas présent parmi nous en ce moment — qui se targuait, comme tous ses coreligionnaires, d'être l'apôtre de l'orthodoxie budgétaire.

Pourquoi faudrait-il taire que les ministres libéraux francophones qui se sont succédé à l'Education nationale ont été les inventeurs de cette pratique budgétaire indéfendable ?

Rien ne permet d'en exclure M. Duquesne, auréolé à son arrivée au département d'une réputation assez flatteuse, mise par ailleurs en évidence par les déboires de son devancier, perdu dans des évaluations peu fiables qui le mirent au ban du gouvernement.

L'arrivée de M. Yliefé à la tête du département de l'Education nationale imposait de redresser, dans un délai extrêmement bref, une situation budgétaire peu crédible et préjudiciable à notre enseignement, faute de quoi il n'aurait pas été possible de donner vie aux réformes salutaires auxquelles s'est attelé ce gouvernement, et le ministre Yliefé en particulier.

Je me réjouis tout particulièrement du caractère social des mesures urgentes qui ont été prises par notre ministre de l'Éducation nationale.

Il fallait, en effet, pour ne plus hypothéquer la qualité de notre enseignement, rendre d'abord confiance à la communauté éducative bafouée, meurtrie par une austérité aveugle, une austérité vidée de toute préoccupation pédagogique.

Pendant plus de cinq ans, c'est à un démantèlement systématique que se relayèrent pas moins de quatre ministres libéraux qui se gargarisaient volontiers de liberté, de bonne gestion et d'élitisme.

En fait de liberté dans nos écoles, il n'en avait plus été question. J'en veux pour preuve l'imposition d'une pseudo-autonomie de gestion des écoles de l'État qui conduisait en fait à une amputation de leurs moyens d'action.

En outre, le dénigrement systématique de la rénovation de notre enseignement avait vidé celui-ci de tout projet éducatif cohérent. Faut-il, dès lors, s'étonner de l'augmentation des échecs scolaires ?

Il fallait donc rompre avec les phantasmes de l'austérité plus rétro que néo-libérale.

Monsieur le ministre, depuis votre arrivée au département — et sans vouloir passer pour un thuriféraire béat —, j'ai la conviction, partagée par le groupe socialiste, qu'un redressement significatif est en bonne voie et que les résultats engrangés en moins de sept mois vous ont déjà gagné la confiance d'une communauté éducative qui avait été démotivée par la politique des ministres libéraux de l'Éducation nationale.

J'ai été tout heureux de trouver dans mon courrier, il y a quelques jours, une circulaire que vous avez transmise aux chefs des établissements d'enseignement secondaire de l'État, pour information aux directeurs des centres PMS de l'État et à la FAPEO, circulaire ayant pour objet la rentrée scolaire 1988-1989, bilans et perspectives. Je lis : « La date fatidique du 1^{er} octobre est atteinte. Chaque chef d'établissement connaît à présent le nombre exact de périodes hebdomadaires dont il dispose. Si telle école a dû parfois sacrifier l'une ou l'autre option, voire une année d'étude, les structures vitales de chaque établissement ont pu être maintenues. Cet objectif n'a pu être atteint que grâce à l'important mouvement de solidarité qui s'est manifesté dans l'enseignement de l'État. Indiscutablement, le système NGPP — nombre global périodes-professeur — tel qu'il est appliqué pose problème et est source de difficultés. Des correctifs devront y être apportés et je suis ouvert à toute suggestion constructive. »

Ce langage neuf me réjouit tout particulièrement et sera, à coup sûr particulièrement apprécié par l'ensemble de la communauté éducative.

Je constate, monsieur le Président, mes chers collègues, que notre ministre francophone de l'Éducation nationale s'est bien gardé tout à l'heure de faire la leçon aux enseignants, s'attachant davantage à répondre aux besoins réels de notre système éducatif dont des observateurs rigoureusement neutres constataient la dévaluation progressive avant votre arrivée au département.

La démocratisation des études, interrompue depuis 1981, vient d'être relancée. La participation du parti socialiste à ce gouvernement est le garant de cette volonté.

En sept mois à peine, des résultats tangibles ont été enregistrés. La section « enseignement » de l'Union des villes et des communes belges vient, par ailleurs, de dresser un premier bilan de votre action, monsieur le ministre. Le constat est largement positif. J'en tire les éléments les plus significatifs : « La section « Enseignement » de l'Union des villes et communes belges marque sa satisfaction sur les points suivants : l'envoi dans le temps de directives ministérielles claires et précises, le volume important d'aides complémentaires accordées à l'enseignement fondamental, l'entrée en fonction, dès le 1^{er} septembre 1988 — et pour la première fois —, d'un quota de puéricultrices permettant d'assurer dans des conditions optimales l'accueil des petits à l'école maternelle, l'amélioration de la situation des chefs d'école

de 180 à 299 élèves, les possibilités de nomination définitive dans des demi-emplois sur la base des reliquats, » — cette mesure était déjà possible antérieurement dans l'enseignement néerlandophone mais constitue une nouveauté dans l'enseignement francophone — « l'assouplissement des modalités d'utilisation des reliquats dans l'enseignement maternel, l'amélioration des conditions d'accueil à l'école maternelle et la suppression, dans l'enseignement secondaire spécial, du coefficient 0,8. »

Vous nous avez appris également la mise en place de la commission de rénovation de l'enseignement fondamental et aujourd'hui même, la mise sur pied de la commission d'étude qui sera chargée de déterminer les critères qui vous permettront demain la création de ces zones d'éducation prioritaires. J'ajouterai, pour terminer, l'installation imminente d'un conseil de concertation de l'enseignement officiel.

Cet inventaire est à mettre à l'actif de la politique que vous avez déjà pu mener en sept mois à peine.

Le mérite incontestable des efforts que vous avez entrepris, monsieur le ministre, est d'avoir mis un terme à la dévaluation de l'école alors que l'on dévalorisait dans le même temps la société tout entière.

Dois-je rappeler les mesures d'austérité qui ont plus particulièrement visé la scolarisation et la formation des milieux les plus modestes, la diminution des interventions à caractère social dans l'enseignement supérieur ou l'introduction de droits d'inscription en promotion sociale ? Rappelons-nous encore la conclusion du rapport Scheuer sur l'application du capital-périodes.

Que ceux à qui revient la responsabilité de ces mauvais coups n'aient pas, aujourd'hui, l'outrecuidance de vous reprocher de ne pas encore avoir abrogé leurs mesures iniques ! Vous ne pouvez malheureusement pas effacer d'un coup de baguette magique toutes les dispositions qui ont fait grand tort à notre enseignement ni celles qui ont été prises durant les sept dernières années.

Enfin, et j'en terminerai par là, nous savons tous que la marche irréversible vers un État de type fédéral n'a pas l'heur de plaire à certains. Il s'en trouve qui sont encore et toujours prêts à agiter le spectre du sous-développement résultant de la régionalisation et de la communautarisation.

Tout récemment, et tout à l'heure encore à cette tribune, d'aucuns, dont notre collègue, M. Duquesne, ont eu recours à des manœuvres d'intimidation, entretenant une psychose exagérément alarmiste. Les médias, et c'est bien leur droit, ont fait écho à quelques scénarios-catastrophes. M. Duquesne, repris par *Le Soir* et *La Dernière Heure*, tente de semer le doute, voire la panique, en annonçant la perte de 21 000 emplois dans les écoles francophones.

Monsieur le Président, mes chers collègues, la vérité a ses droits. Le maintien des structures actuelles de l'État belge, en perpétuelle situation de conflit budgétaire entre ses Régions et ses Communautés, coûte cher à la Communauté française et à la Wallonie. Nulle part, dans l'article du *Soir*, la perte de 21 000 emplois n'est étayée par le moindre argument, par le moindre élément statistique propre.

De telles déclarations à la presse relèvent de la démagogie facile. En effet, depuis 1982, la part francophone dans le budget de l'Éducation nationale a diminué d'un pour cent, c'est-à-dire de 3 milliards à franc constant, ce qui correspond à la perte de 4 000 emplois. Je ne tiens pas compte ici des correctifs qui viennent d'être apportés ces derniers jours et dont vous nous entretiendrez peut-être dans votre réponse.

Or, la part francophone, dans l'enseignement communautarisé, compte tenu de la dénatalité et des correctifs que j'ignore, devrait diminuer au plus de 3 à 5 milliards, ce qui correspondrait à la perte d'environ 5 000 postes. Nous sommes loin des 21 000 suppressions annoncées à grand fracas par *Le Soir* et par M. Duquesne en particulier.

Je conclus, monsieur le ministre, en vous apportant la caution unanime du groupe socialiste aux objectifs que vous poursuivez

depuis votre entrée dans le gouvernement. Nous avons la conviction, qu'en plus des efforts que vous avez déjà pu réaliser, vous en accomplirez d'autres dans le sens de la démocratisation et de la qualité de notre enseignement.

Citant Albert Camus tout à l'heure, vous rappelez qu'être généreux pour l'avenir, c'était donner tout de suite. Monsieur le ministre, je suis persuadé que vous aurez à cœur de poursuivre dans cette voie; je vous en remercie. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Lieten.

Mevrouw Lieten-Croes. — Mijnheer de Voorzitter, het bespreken van begrotingen, waarvan de uitgaven reeds groten-deels gebeurden, is blijkbaar een traditie maar een niet-aanvaardbare toestand, die reeds jaren aansleept.

Het bespreken van de Onderwijsbegrotingen is helaas niet de uitzondering die de algemene regel bevestigt. Il suit me aan bij de vorige sprekers.

Dit laatstige debat over de Onderwijsbegrotingen 1988 zal echter een bijzondere plaats bekleden in de Annalen van het Parlement en in de onderwijspolitieke geschiedenis van ons land omdat deze bespreking de allerlaatste is in Kamer en Senaat.

Een laatste maal is afscheid nemen en plaatsmaken voor een toekomst die, laten we hopen, gunstig zal zijn.

Op gevaar af in herhaling te vervallen, citeer ik de datum van 1 januari 1989.

Op die datum worden immers het grootste gedeelte van de bevoegdheden en de financiële middelen overgeheveld naar de Vlaamse en Franstalige Gemeenschap.

De regering heeft tijdens het voorbije weekend een akkoord bereikt over de financiering van Gemeenschappen en Gewesten.

De onderwijsfinanciering zal volgens dit akkoord hoger zijn dan aanvankelijk gepland was omdat het effect van de denataliteit slechts voor 80 pct. wordt verrekend. Deze positieve ingesteldheid van de regering verheugt ons.

De overheveling naar de Gemeenschappen zal gepaard gaan met de nodige preventieve maatregelen om de organisatie en de werking van ons onderwijs niet te ontreddeken. Graag vernamen we van de staatssecretaris hoe deze voorbereidende werkzaamheden gepland en uiteraard zullen worden uitgevoerd.

Gelijklopend met de overdracht aan de Gemeenschappen van de onderwijsbevoegdheid gebeurt de overdracht aan de Autonome Raad van het gemeenschapsonderwijs van de bevoegdheden nodig voor het uitoefenen van de taak van inrichting van het rijksonderwijs.

Het politiek akkoord is ondertekend door de vier partijen die nagenoeg 90 pct. van de publieke opinie vertegenwoordigen. Deze consensus kan maar alleen het rijksonderwijs ten goede komen. Dit politiek akkoord gaat in, samen met de inwerking-treding van het decreet houdende invoering van het autonoom bestuur en beheer van het gemeenschapsonderwijs, en strekt zich uit over alle maatregelen die voor de uitvoering zijn vereist.

Wij zijn slechts enkele weken verwijderd van de jaarwisseling, het tijdstip dat de voorlopige Centrale Raad in functie zal treden. Wij stellen de vraag of die datum in de praktijk haalbaar is en maken de bedenking dat wat in ons land «voorlopig» opgericht wordt meestal «blijvend» is.

In de marge van de bespreking van de Onderwijsbegroting spreek ik onze waardering uit voor de inspanning van de regering voor het basisonderwijs. De herwaardering van het directie-amt door het toekennen van een volwaardige directie aan scholen met meer dan 180 leerlingen en het klasvrij maken van zes lestijden per week van de directie van de kleinste scholen kan alleen maar de kwaliteit van ons onderwijs ten goede komen.

Het streven van de regering om het schooljaar 1988-1989 rustig te laten aanvangen, is verwezenlijkt. De omzendbrieven over de omkadering van het personeel en de interne inrichting

van de onderwijsinstellingen waren tijdig beschikbaar, de personeelsleden waren tijdig aangesteld en de personeelsleden met bijzondere statuten waren vroeger tewerkgesteld. De regering heeft geen schokkende vernieuwingen ingevoerd maar ook geen bijkomende zware besparingen opgelegd.

De invoering van de eenheidsstructuur in het secundair onderwijs per 1 september 1989 zal tot de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap behoren. Wij veronderstellen dat de voorbereidende werkzaamheden om deze invoering geordend en geleidelijk te laten verlopen reeds zijn gestart. Mogen wij van de staatssecretaris de stand van zaken vernemen?

Ik vestig bijzonder de aandacht op de personeelssituatie vanaf 1 januari 1989. Hoewel het belang van het onderwijs niet altijd het belang van het personeel is, wijzen we er duidelijk op dat de continuïteit van het onderwijs moet worden gewaarborgd. De beslissing dat de nepstatuten, BTK en TWW, vervangen zullen worden door het statuut GESKO kunnen we alleen maar toejuichen omdat dit statuut voor de betrokken personeelsleden voordeliger is. Voor welke begroting zal dit echter een meerkost betekenen?

Er dient over te worden gewaakt dat circa 1 800 personeelsleden en duizenden kinderen van deze omschakeling geen hinder hebben.

Wij pleiten ervoor dat deze eerste verbetering van het tewerkstellingsstatuut van het onderwijzend personeel binnen een korte termijn wordt herzien, en dat deze betrekkingen in een organiek kader worden opgenomen.

De extra-projecten, zoals de projecten voor de opvang van migrantenkinderen, de begeleiding van leerlingen, de eenklassige kleuterscholen, om slechts enkele te noemen, hebben hun nut en hun noodzaak duidelijk bewezen en zijn onmisbaar in onze huidige onderwijsleven.

Tot besluit wijst onze fractie erop dat de decentralisatie van de onderwijsbevoegdheden slechts het middel is tot het organiseren en het verstrekken van kwaliteitsonderwijs, voor alle inwoners van ons land.

Laten we de hoop uitspreken dat, analoog aan de start van het schooljaar 1988-1989, ook 1 januari 1989 een rustige weloordachte start is.

Ik citeer uit de regeringsverklaring: «De regering zal alles in het werk stellen om de overdracht van de onderwijsbevoegdheden naar de Gemeenschappen per 1 januari 1989 grondig voor te bereiden en geordend te laten verlopen, zonder verstoring van het schoolleven.»

Onze fractie rekent op de regering. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Janzegers.

De heer Janzegers. — Mijnheer de Voorzitter, we hebben ons afgevraagd of het opportuun was naar aanleiding van de bespreking van de begroting 1988, voor de laatste keer een nationale materie, nog een uiteenzetting te houden rond specifieke onderwijsproblemen. Alle aandacht gaat nu immers naar de communautarisering van het onderwijs en vooral naar de bespreking van de Autonome Raad voor het gemeenschapsonderwijs, ARGO, die vanmiddag in de commissie voor Onderwijs van de Vlaamse Raad aanvangt.

De vorige staatssecretaris, Luc Van den Bossche, had het in een krant die soms durft, in *De Morgen* van gisteren — ik hoop dat men mij niet verwijt aan sluikreclame te doen —, over zijn fierheid als geestelijke vader van dit ontwerp van ARGO. Wij delen zijn vreugde helemaal niet, en met ons, waarschijnlijk heel veel mensen die de rechtvaardige behandeling van alle onderwijsnetten genegen zijn.

Het politiek akkoord werd zonder ons opgesteld, ofschoon men spreekt over het «waarborgen van de rechten van de filosofische en ideologische minderheidsstrekkingen», onder meer in de samenstelling van de ARGO-bestuursorganen. De fiere vader zal vrij spoedig wellicht met veel weerwerk te maken

krijgen. Misschien ervaart hij dat vaderschap, zelfs van geestelijke aard, toch, maar een waarschijnlijkheid blijft wanneer het kind via de stoelendanserij wordt doorgeschoven naar de vroegere minister van Onderwijs, die zeer veel ongenoegen heeft bezorgd, zowel in het vrij onderwijs als in het rijksonderwijs. Voor dat ongenoegen wil Agalev de aandacht vragen in de hoop dat dit als een waarschuwing wordt doorgeschoven naar de Gemeenschapsminister. Ik zou hierbij jaren in de tijd kunnen teruggaan. Onderwijsmensen vormen niet bepaald het meest militante deel van de samenleving. Daarvoor hebben zij dan ook zeer zwaar betaald in de inleverings- en bezuinigingsrage van de voorbije jaren. Steeds lieten zij zich sussen of werden zij gesust door verklaringen dat het zo niet verder kon.

Zo verklaarde de vorige minister, en vanaf 1 januari Gemeenschapsminister, Daniël Coens, in *Knaak* van 27 juni 1984 dat er niet verder kon worden bespaard op het onderwijs. Op 22 maart zei hij over de BRT dat verder bezuinigen niet kon en in *De Standaard* van 8 november 1985 dat voor het onderwijs de besparingsgrens bereikt was... In april 1986 echter zocht men weer 20 miljard besparingen door inlevering van 9 000 banen, het sluiten van scholen, de verhoging van het aantal lesuren, enzovoort. Het statuut van het personeel en de kwaliteit van het onderwijs werden stelselmatig verder uitgehold. De pedagogie was bijkomstig, als er geld kon worden bespaard, was alles toegelaten. Wie graag een rustig skiverlof in maart had, en voldoende geld bezat, kon dit mits een verlof zonder wedde aan te vragen.

Bij de vorming van de huidige regering maakte een groep leerkrachten uit het vrij onderwijs, verenigd in de groep-Weerwerk, zijn ongenoegen duidelijk over de gang van zaken inzake reffectatie. Het systeem werd ingevoerd in 1974 om het probleem van ter beschikking gestelde leerkrachten op te vangen. Oorspronkelijk goed bedoeld en voor uitzonderlijke gevallen werd het in de jaren tachtig, onder invloed van rationalisatie en denataliteit een ideaal instrument om een efficiënte bezuinigingspolitiek te voeren waarbij de kwaliteit van het onderwijs en de pedagogische vereisten niet meer meetelden.

De reffectatie heeft heel wat negatieve gevolgen voor de leerkrachten, de school, de leerlingen en de ouders.

Zowel de jonge, tijdelijke leerkracht als zijn gereffecteerde oudere collega, worden geconfronteerd met beslommelingen die soms heel moeilijk te verwerken zijn.

De tijdelijke leerkracht wordt van de ene dag op de andere geconfronteerd met het afbrokkelen of totaal verdwijnen van een job, waarvoor hij positief gekozen heeft en waarvoor hij, soms al jaren, ten volle heeft geijverd. Bovendien wordt hem gevraagd om zijn gereffecteerde collega te «verwelkomen» en in de nieuwe situatie in te wijden.

In de praktijk wordt er zelfs op hem druk uitgeoefend om ook na 1 december, de dag waarop de nationale reffectatie intreedt, les te geven. Is het immers menselijk leerlingen net vóór de examens of summatieve toetsen te confronteren met een nieuwe leerkracht? Dat moet echter gratis gebeuren; de betaling wordt immers op 1 december stopgezet.

Tussendoor moet hij ervoor zorgen dat de administratieve kant van de zaak in orde komt, bijvoorbeeld, de aanmelding bij de RVA. Alsof de ontmoediging nog niet groot genoeg is, blijkt ook de sollicitatie voor een andere job niet van een leien dakje te lopen. De ervaring die de jonge leerkracht in het onderwijs heeft opgedaan, blijkt immers niet te stroken met de ervaring die in heel wat advertenties gevraagd wordt.

Ook de gereffecteerde leerkracht heeft te kampen met problemen die een direct gevolg zijn van de toepassing van de reffectatie. Terwijl het al niet gemakkelijk is om het verlies van uren in de hem vertrouwde werksfeer te verwerken, wordt ook hij geconfronteerd met heel wat moeilijkheden.

Hij moet zich telkens opnieuw aanpassen aan een nieuwe schoolsituatie of situaties, vermits de gereffecteerde wel eens terecht komt in verschillende scholen, soms 4 of 5. Enkele elementen daarin zijn: een ander evaluatiesysteem, andere normen, aanpassing aan de vakwerking, enzovoort. Alsof dat nog

niet genoeg energie en inspanning vraagt, is er ook het probleem van de verplaatsingen. De gereffecteerde is soms uren onderweg om te pendelen tussen de verschillende scholen waar hij zijn soms erg gevarieerde opdracht moet vervullen. De tijd die overblijft, moet worden gependeld aan het bijwonen van allerhande vergaderingen en klasseraden, vaak in twee- of drievoud.

Het contact met de nieuwe collega's en met de leerlingen is zeer beperkt. Er blijft weinig of geen tijd en energie over voor buitenschoolse activiteiten. De gereffecteerde voelt zich aldus meer een ambulante ambtenaar, een «lesmachine», dan een leraar met een opvoedingstaak. De ontgoocheling en ontmoediging zijn bijgevolg erg groot.

De problemen waarmee leerkrachten bij reffectatie worden geconfronteerd, hebben een onmiddellijke weerslag op het leven van de school en de leerling.

De soms verregaande versnippering van de opdrachten in dezelfde school brengt mee dat de betrokkenheid van de leerkracht bij het schoolleven vermindert. Een school is slechts levenskrachtig als voldoende leerkrachten haar ervaren als hun school. De dynamiek van een schoolgemeenschap dreigt te worden verlamd, indien die betrokkenheid daalt.

Elke school heeft haar eigen profiel, tracht een eigen identiteit op te bouwen. Wanneer een school in enkele jaren tijd een verschuiving in haar personeelsbestand moet ondergaan, die in sommige gevallen oploopt tot 20-25 pct., dan wordt dit eigen gezicht aangetast. Scholen verliezen zo hun kwaliteitslabel. Welke ouder wil zijn kind toevertrouwen aan een karakterloze school?

Uiteindelijk dreigen de leerlingen de dupe te worden van de tot hiertoe vermelde problemen, die elkaar versterken als ze aan de basis van het onderwijs — de klas, de leerling — samenkomen. Enkele voorbeelden kunnen dit aantonen.

Lessenroosters moeten meermaals per jaar grondig worden gewijzigd. Wat een factor van rust en orde zou moeten zijn in de studiegewoonten van leerlingen, schept op die manier juist chaos en wanorde.

Midden in het schooljaar worden leerlingen geconfronteerd met het verdwijnen van een ondertussen vertrouwde leerkracht. Voor relationele continuïteit, die voor de leerlingen in het leerproces zo noodzakelijk is, blijkt dan geen plaats meer.

Voor vele leerlingen is de school méér dan een «lesfabriek». Middagactiviteiten, studiereizen, naschoolse activiteiten, koor, toneel, ...; wat blijft er van dit aanbod nog over als men de continuïteit van het leerkrachtenkorps ondermijnt?

Wat te denken van de vergrijzing binnen de onderwijswereld, in de klas? Wordt de aansluitingsmogelijkheid met de leerling niet onder meer bepaald door de leeftijd van de leraar of lerares? Welk onderwijs ontstaat er als het noodzakelijk evenwicht tussen jongere en oudere opvoeders onderuit wordt gehaald?

Wordt de tenslotte als vader of moeder niet verontrust als je begint te beseffen hoe zorgeloos met de opvoeding en het onderwijs van je kind wordt omgesprongen? Wanneer de cijfermatige en budgettaire benadering van het onderwijs het moet afleggen tegen een pedagogische benadering, dan is duidelijk de kwaliteit van het onderwijs in het gedrang.

Agalev en Ecolo staan dan ook achter enkele voorstellen van de werkgroep-Weerwerk in verband met het beleid.

1. Het niet meer optrekken van het aantal lesuren te presteren door de leerkrachten. Op die manier worden vastbenoemde leerkrachten minder vlug door reffectatie bedreigd en kunnen niet-benoemde leerkrachten aan het werk blijven.

2. Het scheppen van mogelijkheden om oudere leerkrachten alternatieve opdrachten te laten uitvoeren. Bijvoorbeeld: gedeeltelijke vrijstelling van opdracht voor begeleiding van enerzijds de regentaatsstage in het derde jaar PHO en van anderzijds de aggregaatsopleiding, bij de hervorming van de aggregaatsopleiding. Begeleiding van de vakgroepen. Vormen van bijscholing en navorming naar de privé-sector, overhevelen in het kader van projecten.

3. Het opschorten van de benoemingsstop, ingevoerd onder invloed van de besparingsmaatregelen.

4. Het financieel aantrekkelijker maken van de mogelijkheden om, op vrijwillige basis, op vroegere leeftijd het onderwijs te verlaten.

5. Bij de toepassing van de reffectatie de volgende modaliteiten in acht nemen:

a) Het respecteren van de anciënniteit van de getroffen niet-benoemde personeelsleden;

b) Het aanpassen van het moment waarop de reffectatie plaatsvindt. Te vermijden momenten zijn middenin een schooljaar, begin december, bij de start van examens en toetsen;

c) Het respecteren van een redelijke overgangsperiode tussen de beslissingen van de reffectatiecommissie en de inwerkingtreding ervan;

d) Een correcte interpretatie van de bevoegdheidsbewijzen;

e) Het beperken van de opdracht tot maximum twee scholen.

In het rijksonderwijs moet men hierbij wel rekening houden met sommige specifieke vakken zoals de protestantse godsdienst.

Voor de mensen uit het rijksonderwijs is het statuut een zeer belangrijk iets. In de reeds hierboven geciteerde krant heeft uw voorganger en staatssecretaris, op 13 juni zijn intentie verwoord dat hij dit statuut totaal wil wijzigen.

Ter zake begrijpen de groenen zeer goed de reactie van de nationale secretaris van de ACOD, onderwijs, Fons Vandeveld, waar hij zegt dat het statuut, dat reeds meer dan 20 jaar van toepassing is, aan herziening toe is. Ik citeer hem: «In deze periode is er zo veel gewijzigd in het onderwijs dat het huidige personeelsstatuut bepaalde situaties niet kan opvangen. Denken we maar aan de meer dan 1000 vakken die er sinds het VSO in het rijksonderwijs werden ingevoerd of gewijzigd. Het spreekt dan ook vanzelf dat de verschillende bekwaamheidsbewijzen niet meer voldoen om de juiste titularis aan te stellen voor al deze vakken. Zo hebben wij ook moeten ervaren dat de tuchtprocedure bij gebrek aan bevoegd personeel slecht werd toegepast, waardoor de indruk ontstaat dat men in het onderwijs zijn ouders mag vermoorden zonder dat daartegen kan gereageerd worden. Dit wil echter nog niet zeggen dat het statuut totaal herzien moet worden, zoals de staatssecretaris beweert.»

Als hij zegt «dat het te lang een handicap is geweest voor het rijksonderwijs», «dat het statuut de belangen van de leerkracht te veel heeft beschermd, tegen de belangen in van het rijksonderwijs» en als hij van oordeel is «dat de mutatieregeling een duivental is waarbij leerkrachten in en uit de scholen vliegen», kunnen wij daar wel inkomen vanaf het ogenblik dat hij deze beweringen wetenschappelijk en met feiten kan hard maken. Het is echter te eenvoudig beweringen te lanceren die stoelen op overleveringen van de één of andere ambtenaar of directeur.

Zo vragen wij ons af wat eigenlijk het meest aanleiding geeft in het rijksonderwijs tot het duivental-systeem: het mutatierecht of de politisering van het onderwijs.

Wij zijn er alleszins van overtuigd dat dit laatste in de meeste gevallen oorzaak is van de meeste mutatieaanvragen. Kan men het iemand kwalijk nemen als hij — in het vooruitzicht van een bijna zekere boventaligheid in zijn school — de vlucht neemt naar een andere rijksinrichting waar hij meent een grotere vastheid van betrekking te kunnen vinden?

Is het niet menselijk dat een directeur van een rijksbasisschool met 4 klassen, als titularis daarbovenop van een klas, en tegen de laagste weddeschaal betaald, tracht via de mutatie de directie van een school te bekomen waar hij zijn taak als directeur kan uitoefenen zonder les te moeten geven en daarenboven nog de hoogste weddeschaal kan verwerven?

Is het dan te veel gevraagd dat de staatssecretaris alvorens dergelijke uitspraken te doen eerst aan zijn administratie de nodige informatie had moeten opvragen en bij het personeel

een enquête had moeten organiseren om de juiste toedracht van de mutatieaanvragen te weten te komen?

Deze politisering is niet alleen oorzaak van de financiële problemen, maar ook van de problemen inzake jobs.»

Door te besparen op de kosten van de onderwijsverzuiling zouden pijnlijke besparingen ten koste van vele jobs en ten koste van de kwaliteit van het onderwijs kunnen vermeden worden. In Nederland heeft men berekend dat de jaarlijkse kost van de verzuiling op 450 miljoen gulden kan geschat worden, dit is 9 miljard frank. Hoeveel zou dat in ons land bedragen? Het lijkt dus gemakkelijker de schuld te schuiven op het personeelsstatuut.

En de heer Vandeveld gaat verder:

«Buiten deze algemene overwegingen zouden wij het nog bladzijden lang kunnen hebben over de politieke willekeur die er in het onderwijssysteem heerste inzake aanstellingen, selecties, bevorderingen, mutaties, enz. vóór de toepassing van het huidige personeelsstatuut. Iedere politieke federatie had wel een eigen systeem van «objectieve» criteria inzake aanstellingen, o.a. partijkaart, vakbondskaat, lid van een bepaalde mutualiteit, lezer van een bepaalde krant, regelmatige gebruiker bij een bepaalde organisatie, ...

In het huidige statuut wordt nog een voldoende ruimte gelaten voor het appreciatie-recht van de minister bij de selecties en bevorderingen. Om hem hierbij te adviseren voorziet het huidige statuut in selectie- en bevorderingscommissies die voor de minister de titels en verdiensten van de kandidaten op een rijtje zet. Bijna steeds werd door alle ministers afgewezen van de voorgelegde rangschikking en beslisten zij volgens hun eigen inzicht en vrijheid andere kandidaten te nemen waarvan zij meenden het meest geschikt te zijn voor de te bepalen functie.

Zelden werden deze discretionaire beslissingen gemotiveerd.

In de meeste gevallen kon iedereen vaststellen dat men zelden het belang van het onderwijs had nagestreefd, maar dat het vooral een partijpolitieke beslissing betrof, partijpolitiek in de engste zin van zijn betekenis.

Wat heeft bijvoorbeeld partijpolitiek te maken met het bevorderen van iemand die lid is van een andere partij, maar die toevallig het kind is van een ondernemer die de verkiezingsborden afleverde aan bepaalde kandidaten?

Vandaag nog moeten wij vaststellen dat men door de gemeentelijke autonomie in sommige gemeentescholen jaren moet wachten op een vaste benoeming. Niet zelden vernemen wij dat vandaag nog kandidaten voor een dergelijke betrekking de gemeenteraadsleden moeten aflopen om alzo in de gunst te staan.

Vele leerkrachten die deze periode hebben meegemaakt zullen waarschijnlijk andere voorbeelden kunnen geven van politieke willekeur die men moest ondergaan bij gebrek aan statutaire rechten in het rijksonderwijs. Vóór het statuut bestond het mutatierecht niet, nu zet men dit terug op de helling.»

Wanneer het statuut wordt misbruikt, moet men reageren tegen de misbruiken en niet tegen de algemene regeling of het statuut zelf. Wij steunen dan ook het personeel in zijn verzet tegen de afbraak van het statuut en tegen de ontaarding ervan in een partijpolitiek hanteerbaar systeem.

Mijnheer de Voorzitter, de kern van het onderwijsprobleem is de louter mathematische en budgettaire benadering van het onderwijs. Daardoor wordt het meest eigene van het onderwijs, namelijk het steunen op concrete mensen, op relatievorming en op opvoeding wat vraagt naar bereikbare leerkrachten, ouderen en jongeren, dat specifieke van de onderwijswereld, nu genegeerd.

Wat de leerkrachten betreft, is de kern van het probleem een gebrek aan respect dat zich uit in tal van vormen: de blokkering van de wedden sinds 1974, een probleem trouwens voor alle mensen in overheidsdienst — ik verwijs hier naar het huidige ongenoegen bij politie, rijkswacht en overheidsdiensten —, de aantasting van het statuut, de vergroting van de stress bij het werk waar steeds meer uren moeten worden gepresteerd voor

steeds talrijker wordende klassen in verscheidene scholen en de interne discriminaties. Zo bijvoorbeeld worden de leerkrachten uit het rijksmiddelbaar onderwijs, zoals ook andere categorieën van ambtenaren, nog steeds gediscrimineerd in hun meest fundamentele politieke rechten. In een democratie genieten de burgers zowel een actief als een passief kiesrecht.

Ik bedoel concreet het politiek verlot dat al jaren het voorwerp is van discussie, maar tot nu toe geen oplossing kreeg.

Minister Yliefé citeerde in zijn uiteenzetting Albert Camus: «Etre généreux pour l'avenir, c'est donner tout au présent.» Hoe hij dat kan rijmen met wat op het ogenblik in het onderwijs gebeurt, begrijpen wij niet.

Als de toekomst van het land voorbereid wordt in het onderwijs, dan is men die zwaar aan het hypothekeken. En daar willen wij, groenen, niet aan meedoen! (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Delloy.

M. Delloy. — Monsieur le Président, les intervenants qui se sont succédé à cette tribune ont, pour la plupart, souligné le caractère particulier de cette discussion, dans la mesure où le budget de l'Education nationale est le dernier du genre et que les Communautés auront bientôt pleinement en charge ce département très important.

M. Mouton a d'ailleurs fort bien situé la position du groupe socialiste à cet égard.

Pour ma part, je souhaite intervenir brièvement sur un aspect particulier de l'accès aux cours de promotion sociale.

Je voudrais souligner que ceux qui ont la volonté et le courage d'entamer des études de ce type, soit après des cours du jour ou après le travail, soit encore parce qu'ils sont au chômage, souhaitent, dans tous les cas d'espèces, améliorer ou acquérir un bagage qui augmentera leurs possibilités d'accéder au marché du travail ou d'obtenir une promotion professionnelle.

Il est de notre devoir de favoriser l'accès à ce type d'études, pour le plus grand nombre, et notamment pour les moins bien nantis. Ceci est d'autant plus vrai, que beaucoup d'écoles communément appelées «écoles du soir», bien que cette appellation soit toute relative dans certains cas, où les cours sont dispensés le jour, font des efforts énormes pour adapter leurs modules de formation aux exigences réelles, en s'inspirant des besoins des entreprises locales et régionales ou encore, en s'efforçant de «coller» à l'actualité dans les disciplines ou les matières enseignées dans l'établissement.

Or, il y a quelques années le minerval fut augmenté tous azimuts, et il fut créé dans l'enseignement de promotion sociale où il n'existait pas. Il est évident que cette mesure a provoqué des situations parfois très difficiles et je voudrais vous demander, messieurs les ministres, s'il est possible de revoir cette mesure, à tout le moins pour ceux qui émargent au minimex et aux indemnités d'invalidité, ou encore pour les chômeurs non indemnisés, quelles que soient les raisons de la non-indemnisation.

En effet, plusieurs cas peuvent se poser: celui d'un chef de famille émargeant à l'une ou l'autre de ces catégories et qui souhaite suivre ce type de cours; celui de conjoints qui souhaitent suivre également ce type d'enseignement; ou encore les enfants du titulaire qui souhaitent s'inscrire dans une école de promotion sociale.

Tous doivent acquitter le minerval, et si plusieurs membres d'une même famille fréquentent un établissement dispensant des cours de promotion sociale, ils devront donc le payer plusieurs fois.

Dans une situation financière difficile et parfois pénible, il me semble injuste de pénaliser ces gens, d'autant plus que c'est souvent la dernière possibilité qui leur est offerte d'acquérir un complément de formation dans des conditions abordables pour eux.

Monsieur le ministre, pouvez-vous me dire si vous comptez faire quelque chose pour améliorer ce type de situation, l'exonération existant déjà pour ceux qui émargent au chômage. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, ik voel mij enigszins verveeld bij de bespreking van dit verslag daar wij, zoals reeds door een vorige spreker werd aangehaald, niet kunnen beschikken over een volledig verslag. Wanneer ik, als een ijverig student, dit verslag analyseer stel ik vast dat dit normaliter een aantal bijlagen zou moeten bevatten. Dit is niet het geval. Zij zijn nochtans onontbeerlijk voor een degelijke studie van de drie begrotingen van Onderwijs.

Ik neem aan, mijnheer de Voorzitter, dat u geen schuld treft, hoewel er werd aangekondigd dat men de bijlagen na de toezending van het verslag nog zou ronddelen. Ik ben, wat dat betreft, nog steeds in blijde verwachting.

Ik heb ook de indruk dat het dispuut waarover wij vanochtend in de krant konden lezen, tussen de minister van Onderwijs — Franstalig regime — en de Eerste minister, over de Duitstaligen dan wellicht zou opgelost zijn vermits bijlagen 13 en 14 van het verslag daarover handelen. Mag ik er toch op aandringen dat wij morgen, alvorens wij over de drie begrotingen gaan stemmen, over een compleet rapport beschikken? Dit lijkt mij ten aanzien van de Hoge Vergadering maar correct te zijn. Het is geenszins een verwijt aan het adres van de rapporteurs.

De heer Swinnen. — De bijlagen werden verzonden en u kunt er morgen over beschikken.

De heer Didden. — Hiervoor mijn dank bij voorbaat, maar ik herhaal dat dit geen goede werkmethode is.

M. le Président. — Nous allons immédiatement procéder à la distribution des annexes.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, het zou mij niet sieren oneerbiedig te zijn tegenover wie dan ook. Het is zeker niet het gepaste tijdstip en de gepaste plaats hiervoor. Mijn dank gaat in ieder geval naar de rapporteurs. Zij zijn in geen enkel opzicht schuldig aan het niet-toezenden van de bijlagen. De diensten van de ministers waren hiervoor verantwoordelijk.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — De documenten zullen u ten spoedigste worden bezorgd.

De heer Didden. — Dat is dan in orde. Ik wil hier geen punt van maken.

Ik sluit mij graag aan bij de opmerkingen van de heer De Bondt, omdat hij zoals vaak zeer goede en rechtzinnige suggesties doet voor de toekomst van ons land en vandaag ligt die toekomst bij de onderwijsbegrotingen. Wij hopen dat het antwoord van de staatssecretaris ons klaarheid zal bezorgen. Het is de laatste maal dat de begrotingen van Onderwijs in de Senaat besproken worden. Wij moeten er bij die gelegenheid voor zorgen de zaak correct af te handelen.

Ook het ontbreken van bijbladen draagt er niet toe bij om de begrotingen juist te beoordelen.

Ik wil nu enkele opmerkingen formuleren in verband met de begrotingen van Onderwijs voor het jaar 1988.

In de eerste plaats meen ik dat de uitvoering van het regeerakkoord het best kan worden getoetst aan de hand van de diverse begrotingen. Dat kan geen aanleiding geven tot enig conflict. Het is trouwens de laatste keer dat wij het regeerakkoord op dit vlak kunnen beoordelen.

Het regeerakkoord omvat voor Onderwijs zeven punten.

In het eerste punt wordt de overdracht geregeld van de onderwijsbevoegdheden naar de Gemeenschappen. Men kan

ervan uitgaan dat deze overdracht na de herziening van de Grondwet principieel is gebeurd. De nog goed te keuren financieringswet en het decreet inzake de Autonome Raad voor het gemeenschapsonderwijs vormen het sluitstuk van dit opzet. Ook dit zal in de nabije toekomst worden gerealiseerd.

Het tweede punt heeft betrekking op de maatregelen die wij reeds in juli hebben goedgekeurd en die in augustus in werking zijn getreden. Daarover hoef ik dus niet lang uit te weiden.

In het derde punt wordt gehandeld over de modernisering en de automatisering van de departementen. Over dit punt heersen grote onduidelijkheid en onzekerheid, hoewel minder aan Nederlandstalige zijde, aangezien daar de begrotingscijfers werden medegedeeld en bevestigd door de minister tijdens de bespreking in de commissie. Nochtans hebben wij naar aanleiding van schriftelijke vragen kunnen vaststellen dat men aan Nederlandstalige kant voor een gigantisch probleem staat. Immers, wij hebben vernomen dat een programma dat 25 miljard zal kosten, gepland is voor de volgende jaren. Dit lijkt mij moeilijk haalbaar, zeker niet op middellange termijn.

Aan Franstalige zijde daarentegen blijkt er inzake automatisering een complete *black-out* te bestaan. Tijdens de bespreking in de commissie werd met geen woord gerept over zelfs een begin van uitvoering ervan.

Punt vier van het regeerakkoord heeft betrekking op de pedagogische autonomie en de autonomie van beheer van scholen en scholengroepen van alle netten. Aan Nederlandstalige zijde zal hiervan ongetwijfeld werk worden gemaakt. De minister van het Franstalig onderwijsregime heeft zich ertoe beperkt mede te delen dat hij vóór januari 1988 oplossingen zal voorstellen over de gedecentraliseerde organisatie van het onderwijs. Hij zal dus vóór 1 januari een boodschap geven aan zichzelf, wat wel een zeer eigenaardige manier is om de zaken te benaderen.

In punt vijf van het regeerakkoord wordt gehandeld over de wet op de academische graden. Ik wil ermee genoegen nemen dat het Erasmusprogramma hier een begin van oplossing biedt.

In punt zes heeft men het over de Europese gelijkwaardigheid van de diploma's. Aangezien dit punt tot de nationale bevoegdheid blijft behoren, is het aangewezen dat de beide ministers ten minste een inventaris opmaken van de resterende problemen. Uit geen enkel document of verklaring blijkt dat momenteel intens wordt gewerkt aan de gelijkwaardigheid van diploma's. Er bestaan nochtans Europese richtlijnen voor de opleiding van architecten, geneesheren, en verplegers. Toch is het niet erg duidelijk hoe dit voor andere opleidingen evolueert, minder nog hoe de nationale wetgeving voor de uitoefening van de beroepen is afgestemd op de Europese interne markt na 1992.

Het ware wenselijk dat de ministers op dit vlak initiatieven zouden nemen. Allereerst moet een inventaris worden opge maakt van alle noodzakelijke aanpassingen.

Het zevende punt uit het regeerakkoord heeft betrekking op de voorbereiding van de onderwijsautonomie. Ik zal daar dadelijk iets meer over zeggen.

In het tweede deel van mijn betoog wil ik enkele opmerkingen maken over de begrotingscijfers. Wanneer wij de oorspronkelijke begroting analyseren stellen wij vast dat plusminus 153 miljard aan Nederlandstalige en plusminus 120 miljard aan Franstalige zijde was ingeschreven. In het door de regering geamendeerd ontwerp is er een verhoging aan Franstalige zijde met plusminus 1,7 miljard en aan Nederlandstalige zijde met 244 miljoen.

In feite betekent dit, en dat is het punt waar ik wil toe komen, dat de Vlamingen met ongeveer 57 pct. leerlingen niet eens 56 pct. van de kredieten ontvangen. Anders uitgedrukt, indien men de kredieten zou verdelen op basis van het aantal leerlingen, dan zou Vlaanderen recht hebben op een krediet van 156 miljard, zodat wij in feite 2,8 miljard te weinig ontvangen. Ik wil daarover nu niets meer zeggen. Het zijn nuchtere vaststellingen en het is goed daar eens de aandacht op te vestigen.

In een derde deel van mijn betoog wil ik iets zeggen over de Autonome Raad. Het betreft het akkoord dat de voorbije dagen

is tot stand gekomen voor het Vlaams gemeenschapsonderwijs. Het doel van het ontwerp van decreet is het decentraliseren van het rijksonderwijs om het meteen te depolitiseren. Ik ben de mening toegedaan dat deze laatste doelstelling geenszins zal worden gerealiseerd, tenzij men het ontwerp nog aanpast. Als we goed geïnformeerd zijn staan we met de Autonome Raad voor het gemeenschapsonderwijs voor een reeks van nieuwe politieke benoemingen.

Indien men een goede onderwijsadministratie en een kwalitatief hoogstaand gemeenschapsonderwijs wil — en ik neem aan dat wij dat allen willen voor alle Belgen en vooral voor de jongeren — moet men zowel de aanwerving als de promotie en de samenstelling van het personeel aan objectieve criteria onderwerpen. Voor zover wij geïnformeerd zijn, gaat het ontwerpdecreet niet in die richting.

Ik zou dan ook met nadruk aan het lid van de nationale regering, dat mede dit akkoord heeft ondertekend en dus mede verantwoordelijk is namens zijn partij...

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — U bent slecht geïnformeerd.

De heer Didden. — U bent naar ik aanneem toch mede-ondertekenaar van het akkoord.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Ik ben geen ondertekenaar van het akkoord. Ik heb de eer gehad het akkoord te laten ondertekenen op mijn kabinet. Het akkoord is ondertekend door een notoir lid van uw partij, uw voorzitter, en door drie andere partijvoorzitters. Ik had het graag mee ondertekend, maar het mocht niet.

De heer Didden. — U heeft het mede gepatroneerd.

De heer De Bondt. — De staatssecretaris was de baker.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Er zijn er die het geestelijk vaderschap ervan opeisen. Ik doe dat niet.

De heer Didden. — Het zou niet netjes zijn u het vaderschap op te dringen maar het zou ook niet correct zijn dat u als lid van de regering, de inhoud van dit voorstel afzweert.

Ik vraag met nadruk dat men de amendeerbaarheid van het ontwerp open laat. Onze partij kan onmogelijk genoeg nemen met de nieuwe reeks van politieke benoemingen en vrijdagbenoemingen die op komst zijn ingevolge het nieuwe decreet op de Autonome Raad voor het Vlaams gemeenschapsonderwijs. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Taminiaux.

M. Taminiaux. — Monsieur le Président, comme le ministre l'a si bien formulé aujourd'hui dans son exposé, nous nous situons à un tournant historique qui marquera profondément l'enseignement au 1^{er} janvier 1989.

Fédéraliste convaincu depuis de nombreuses années, je me réjouis sincèrement de voir effectivement communautarisé notre enseignement et j'entends contribuer à la construction solide de cette prochaine compétence communautaire.

Je sais bien que ce n'est pas le budget de cette année qui peut me fournir des réponses précises pour 1989, d'autant qu'on ne peut, dans un tout premier temps, que se baser sur ce qui existe actuellement.

Mon objectif n'est autre que d'attirer votre attention sur l'avenir et plus particulièrement, l'avenir de l'enseignement de promotion sociale.

Pour comprendre le sens de mon intervention, il est nécessaire de faire un voyage dans le passé. Ce n'est pas d'aujourd'hui que

l'enseignement de promotion sociale me préoccupe, puisque j'y ai travaillé durant douze années.

Le budget de 1988 montre une diminution de 21 millions de francs par rapport à 1987 pour les dépenses de consommation.

Ce n'est qu'un élément du diagnostic. Je considère que pour apprécier cette problématique, deux chemins doivent être empruntés, celui des élèves et celui du personnel.

Au total, de 1985-1986 à 1987-1988, soit en trois ans, l'enseignement de promotion sociale a perdu plus de 32 000 élèves, près d'un quart de son effectif. A lui seul, l'enseignement officiel subventionné en perd plus de 16 000.

Il faut dire que les pouvoirs locaux croyaient aux vertus et objectifs de cette possibilité de promotion sociale.

Ce n'est certainement pas votre responsabilité qui est en cause, monsieur le ministre, mais avouez que de tels chiffres interpellent.

Il faut se poser des questions.

Bien sûr, la crise rétrécit le nombre de débouchés. Bien sûr, l'âge de fin des études de plein exercice ne cesse de croître progressivement, mais cela n'explique pas tout.

Ce n'est certes pas la dénatalité qui intervient à ce niveau. L'explication fondamentale est ailleurs, et on pourrait se demander si les travailleurs renoncent à acquérir d'autres formations, à se perfectionner.

Il faut plutôt se dire qu'ils cherchent ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas dans ce qui était appelé communément « les cours du soir ».

On vit un échec. C'est évident. Comment a-t-on considéré ces étudiants? Ces travailleurs étudiants.

Je me souviens, par exemple, de la suppression, en janvier, d'une section de cours techniques supérieurs, sans souci du devenir des élèves.

Et pourquoi continuer à parler de niveaux alors que le SPR et l'ONem ne peuvent les prendre en considération.

Cruelle déception pour les élèves qui, par ces étiquettes, croyaient à une équivalence, une reconnaissance de leur formation.

Cela est d'autant plus grave qu'en l'absence d'emplois dans le secteur privé, le travailleur s'oriente vers le secteur public. Un secteur public qui ne valorise pas son propre enseignement.

J'ai connu aussi des étudiants qui valaient moins que les autres parce qu'ils voulaient suivre, le soir, des cours pour lesquels ils étaient en difficulté dans l'enseignement de plein exercice.

Vous venez d'y remédier pour les cours de langues et c'est une bonne chose.

Et ceux-là qui suivent, durant la journée, des cours de promotion sociale que l'ONem estime insuffisants pour ouvrir le droit aux allocations de chômage? On le découvre souvent trop tard quand les études sont terminées.

Mais il y a des éléments plus fondamentaux encore et qui résident dans l'organisation même de l'enseignement.

Qu'en est-il des contacts avec les milieux industriels et commerciaux de la région? Qu'en est-il de la souplesse pour la réponse aux besoins de ces secteurs? Qu'en est-il de la valorisation de formations cumulées par rapport aux exigences de titres requis pour accéder à certaines fonctions publiques?

Il y a peut-être eu des tentatives d'y remédier, mais elles furent sporadiques et sans effet.

Entre-temps, d'autres formations sont nées ou se sont développées.

Le nombre de pouvoirs organisateurs d'enseignement n'a cessé d'augmenter.

Je ne les critique pas car, bien souvent, ils offrent une possibilité d'insertion socio-professionnelle.

Néanmoins, je considère, d'une part, qu'il faut en établir la liste et, d'autre part, qu'une analyse s'impose quant aux moyens utilisés et aux objectifs poursuivis.

Ayant emprunté le chemin des élèves, je parcours maintenant celui du personnel.

Comme on parle bien de ce qu'on connaît bien et mieux encore de ce qu'on a vécu, je vais vous raconter mon histoire.

Assurant seul les revenus de ma famille, j'ai dû me mettre à la recherche d'un travail complémentaire en soirée.

Finalement, après bien des démarches, j'ai pu décrocher un emploi de surveillant éducateur dans l'enseignement de promotion sociale de l'Etat.

J'ai pu obtenir, à une certaine époque, dix heures de prestation le soir. J'en ai abandonné volontairement quatre lorsque j'ai été désigné à la direction de l'école d'enseignement spécial où je travaillais durant la journée. Il me restait donc six heures, soit deux soirées de prestations dans l'enseignement de promotion sociale.

Au premier septembre 1982, d'autorité, par décision du ministre de l'Education nationale, j'ai perdu la moitié de mes prestations et mon traitement a été ramené, pour ce qui restait, au minimum du barème.

Considérant en plus les frais de déplacement et le fait que, bien souvent, je devais reprendre du travail à la maison, j'ai renoncé, au 30 juin 1983, à cet emploi de misère.

Il faut dire aussi que depuis 1968, en l'absence de statut, on ne procédait plus à des nominations définitives.

Puis-je encore ajouter que, dans le cadre de l'enseignement modulaire, en 1981, j'avais été désigné comme vacataire pour 21 périodes de cours de législation et organisation de l'enseignement spécial?

Un contrat en bonne et due forme a été signé. Malgré toutes mes démarches, je n'ai jamais été payé.

Après avoir préparé les cours, les avoir assurés et avoir corrigé les travaux des étudiants, j'étais vraiment bien remercié!

D'autres, en 1982 également, ont perdu la moitié de leur carrière barémique et la presse annonce que l'autre moitié de cette ancienneté disparaîtra au 1^{er} septembre prochain.

Rien n'a été confirmé, mais reconnaissez, monsieur le ministre, que c'est inquiétant. Comment, dans ces conditions, trouver du personnel motivé?

J'ai aussi connu de jeunes enseignants désignés en promotion sociale, le soir — des femmes notamment — qui n'attendaient qu'une chose: un travail dans l'enseignement de plein exercice.

Je ne soutiendrai pas que tout était bon dans l'enseignement de promotion sociale, ce serait ridicule! Je pense plutôt que nous vivons depuis longtemps un échec. Nous disposions d'un outil dont nous n'avons pas pu nous servir de manière adéquate.

Deux attitudes étaient possibles: la suppression ou la réflexion.

La suppression, c'est ainsi qu'on agit au ministère des Communications pour les transports publics: on supprime les lignes.

Ainsi, on détériore l'outil et on se demande pourquoi il n'y a plus de voyageurs...

Je le vis dans ma région.

C'est le comportement qui a été adopté pour les transports collectifs comme pour l'enseignement.

La seconde attitude réside dans la réflexion, dans l'analyse institutionnelle.

Qu'est-ce qui ne va pas? Qu'est-ce qui ne va plus?

Il faut se parler. Il faut dialoguer.

Enseignants, enseignés, pouvoirs organisateurs doivent se mettre autour de la table! Pourquoi pas?

Rien ne peut être négligé.

Je plaide donc, monsieur le ministre, pour qu'une pause soit décidée et mise à profit pour effectuer une étude en profondeur et pour que soient élaborées des propositions visant à remédier à la situation.

Que cela s'appelle table ronde ou états généraux, l'étiquette a peu d'importance.

Seule comptera pour moi la volonté d'aboutir, la volonté de construire qui s'en dégagera.

L'avenir de l'enseignement de promotion sociale vaut bien cette démarche.

L'avenir de ses étudiants ou futurs étudiants l'exige. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bayenet.

M. Bayenet. — Monsieur le Président, n'ayant pu recevoir à temps les informations précises que j'espérais obtenir auprès du ministère de l'Emploi et du Travail, mon intervention sera basée sur des informations personnelles qui seront sans doute fragmentaires et peut-être même subjectives.

Vous connaissez, monsieur le ministre, mon souci et ma passion pour l'enseignement fondamental. Vous savez aussi combien j'apprécie le métier d'instituteur.

Comment a évolué la situation de l'enseignant du fondamental, ces dernières années? Je ferai une première constatation: la profession se féminise de plus en plus.

Si on ne peut que souhaiter une égalité des chances entre les filles et les garçons dans l'accès à leur carrière professionnelle, il serait anormal que le privilège, accordé à une certaine époque, aux candidats masculins, se retourne aujourd'hui contre eux.

Dans certaines écoles primaires que je connais, il n'y a plus aucun instituteur.

Or, il est important pour tout enfant de trouver, dans son milieu éducatif, un juste équilibre entre les partenaires masculins et féminins.

D'après une deuxième constatation que je puis faire dans ma région, les différents pouvoirs organisateurs ne trouvent plus de candidats à certaines fonctions: germanistes, mathématiciens, économistes et surtout instituteurs et institutrices pour l'enseignement maternel et l'enseignement primaire.

Les différentes causes de ces deux phénomènes, la féminisation de plus en plus importante du corps enseignant d'une part et la pénurie de candidats à certaines fonctions dans l'enseignement, d'autre part, sont évidemment nombreuses.

Permettez-moi d'en mettre quelques-unes en évidence.

Tout d'abord, sur le plan régional, il est évident que la fermeture des écoles normales de l'Etat de Couvin et d'Andenne, décidée par les ministres PRL, a provoqué un vide immense dans la structure de l'enseignement de l'Etat de la province de Namur.

Fermer deux établissements à la longue tradition pédagogique, qui avaient formé des générations d'instituteurs et d'institutrices de la province, quelle erreur, messieurs les libéraux!

Vous avez remplacé ces deux écoles de renom par une seule institution, située à Namur.

Ce fut aussi une expérience malheureuse.

Cette restructuration s'est faite dans l'improvisation la plus totale: des locaux inadaptés, pas d'école d'application. Voilà certes le type de réforme à éviter quand on veut revaloriser l'enseignement normal.

Ensuite, d'une manière plus générale, nous l'avons constaté, la réforme de l'enseignement supérieure pédagogique fut aussi un bel exemple d'improvisation et d'incohérence.

Nous sommes de plus en plus convaincus que la décision de porter à trois ans la durée de l'enseignement normal n'avait pas pour objectif de revaloriser la formation de l'enseignement du fondamental. C'était une réforme sans contenu pédagogique, sans projet éducatif.

A ces mesures désastreuses, s'ajoutaient, en outre, des déclarations de plus en plus humiliantes et démotivantes pour le personnel enseignant. On soulignait à plaisir le nombre d'enseignants au chômage; on décourageait les jeunes de faire carrière dans l'enseignement; on oubliait de citer le nombre d'enseignants qui avaient trouvé un emploi dans un autre secteur; on omettait de signaler que le normalien avait suffisamment de possibilités d'adaptation pour se réorienter.

Bref, ces déclarations et ces mesures n'ont pas constitué le contenu idéal pour revaloriser la fonction enseignante et, en particulier, celle de l'instituteur de l'enseignement fondamental.

L'école normale primaire et maternelle, grâce à l'action des ministres libéraux — on se demande d'ailleurs où se trouvent les représentants du PRL ce soir! — est devenue progressivement, pour de plus en plus de candidats, une compensation octroyée aux déçus de l'enseignement universitaire et de l'enseignement normal moyen, un refuge pour des jeunes manquant d'ambition.

Monsieur le ministre, en six mois il vous était impossible — j'en conviens — de corriger toutes les injustices commises depuis sept ans par les ministres libéraux. C'est pourquoi je vous lance un appel. J'espère que, demain, vous assumerez la gestion de l'éducation devenue communautaire.

Il y a un instant, vous faisiez, monsieur le ministre, l'éloge du professeur Gilbert De Landsheere, récompensé, à juste titre, par les plus hautes autorités du monde pédagogique, pour son œuvre immense. Il a consacré toute sa vie à l'amélioration de l'art d'enseigner. Il était convaincu que le premier facteur sur lequel il fallait agir était la qualité de la formation des maîtres.

Dans la communauté de demain, il faudra nous atteler à la revalorisation de la fonction enseignante, revalorisation surtout morale, passant par une formation de qualité, par l'enseignement normal et l'enseignement supérieur pédagogique.

Historiquement, l'enseignement normal est le premier enseignement professionnel, c'est-à-dire préparatoire à une profession qui mérite toute notre sollicitude, celle d'instituteur.

Monsieur le ministre, vous avez cité comme un défi le triste record de notre enseignement, sur le plan de l'échec scolaire. Vous avez énuméré les mesures que vous aviez pu prendre déjà, malgré l'héritage reçu et les délais très courts dont vous avez disposé. Vous avez remis sur pied la commission de rénovation de l'enseignement fondamental que vos prédécesseurs à la tête du département avait supprimée.

Vous nous avez annoncé la création prochaine, après une étude sérieuse, des zones d'éducation prioritaire.

Mais je suis intimement convaincu, monsieur le ministre, que le premier moyen de lutte contre l'échec scolaire se trouve dans la formation des instituteurs, dans la formation de ces premiers éducateurs qui souvent déterminent tout l'avenir pédagogique de nos enfants.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, j'espère vivement que demain lorsque, comme je le souhaite, vous serez à la tête de l'enseignement de la Communauté française, vous pourrez enfin accorder toute l'attention et tout le soin que mérite la formation des formateurs. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Chevalier.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de rapporteurs en de voorzitter van de senaatscommissie voor het Onderwijs en de Wetenschap voor

het ernstige en studieuze werk dat zij hebben geleverd. Dit was voor mij, die de Kamer gewend ben, een revelatie. Ik hoop dat wij voor de korte tijd die mij is toegemeten, althans op dit departement, en voor de korte tijd dat het onderwijs nog tot de nationale materie behoort, de mogelijkheid hebben om nog diverse malen van gedachten te wisselen. Ik dank ook de rapporteurs voor het uitstekend verslag dat zij hebben uitgebracht.

Ik wijs de heer Didden erop dat de bijlagen thans zijn rondgedeeld en dat zijn verwijt aan het adres van mijn diensten toch enigszins ten onrechte was. Over mijn diensten werd hier in de Hoge Vergadering gezegd dat zij laks zijn en hun documenten laattijdig verspreiden. Het tegendeel is vandaag gebleken en ik vind het niet onbelangrijk dat dit ook in de notulen wordt opgenomen, opdat geen smet op het blazoen van het departement en het kabinet van de minister van Onderwijs wordt geworpen.

Ik probeer niet te uitgebreid te antwoorden op de eigenlijke bespreking van de begroting, gezien het late uur. Hoewel de opmerkingen weliswaar een grondige bespreking vergen, kan mijn antwoord toch in zekere mate beperkt zijn.

Diverse sprekers hebben de bespreking van deze begroting historisch genoemd en hebben er meteen aan toegevoegd dat ze voor de laatste maal plaatsheeft. Men bereidt blijkbaar mijn begrafenis voor, althans op onderwijsvlak. *Partir c'est mourir un peu*. Wanneer ik het departement straks moet verlaten, zal het ook voor mij een beetje sterven zijn. Dit debat is inderdaad historisch, aangezien het onderwijs wordt gecommunautariseerd en tijdens het weekend een deugdelijke financiering wordt uitgewerkt. Ik kom hierop nog terug. Vandaag werd in de commissie voor het Onderwijs van de Vlaamse Raad de regeling van de werkzaamheden met betrekking tot het decreet over de Autonome Raad besproken. Dat betekent dat volgende week het decreet over de ARGO in de commissie grondig kan worden besproken.

Ik ga nu in op de uiteenzetting van elke spreker afzonderlijk.

De heer Duquesne heeft zich weliswaar vooral tot mijn collega Yliff gericht, maar was zo vriendelijk te verklaren dat ik zeer moedig ben, een epitheton dat men vandaag de dag in de politiek niet vaak meer hoort. Ik apprecieer en accepteer dit epitheton uiteraard met veel plezier. Ik hoop dat de heer Duquesne het nog vaak kan gebruiken. Naast alle literatuur die daarrond is geweven, had hij toch kritiek, niet alleen op het Franstalige deel van de begroting, maar ook op het Nederlandstalige deel. Hij vindt dat wij te veel bezuinigen. Dit is een eigenaardige kritiek zeker vanuit die hoek.

Ik geloof echter dat de heer Duquesne zich vergist en dat er geen sprake is van een afbraak. Er is inderdaad bezuinigd en dat was ook in de begrotingsbespreking op het Stuivenbergkasteel overeengekomen. De bedoeling van die bezuinigingen was echter vooral om het schooljaar op een soepele manier te beginnen en daarin zijn wij geslaagd. Deze bezuinigingen werden goedgekeurd toen wij in Kamer en in Senaat de wet houdende dringende maatregelen inzake onderwijs hebben besproken. Ik heb vanmiddag in de kamercommissie nog uitleg gegeven over de stand van zaken en toegelicht dat de bezuinigingen vooral gericht zijn tegen een aantal uitwassen, zoals bijvoorbeeld vergoedingen die ten onrechte worden uitbetaald gezien de prestaties binnen de normale opdracht gebeuren. Ook in de «ponderatietechnieken» die worden gebruikt, menen wij te kunnen bezuinigen. Ik benadruk dat de bezuinigingen waarover hier sprake is, geen afbraak betekenen van het rijksonderwijs of het toekomstig gemeenschapsonderwijs, maar integendeel een rationalisatie, die het aantal ambten niet treft.

Integendeel, wij stellen vandaag vast dat het aantal ambten in het rijksonderwijs niet is verminderd, nietgenstaande de denataliteit die onmiskenbaar is en waarover wij uiteraard allen bezorgd zijn. Het bewijs hiervoor zijn de maatregelen genomen in het kader van de financieringswet.

De heer Janzegers. — Wat neemt u dan als referentiejaar? U zegt dat het aantal ambten niet is verminderd.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Als referentiejaar nemen wij het vorig jaar, mijnheer Janzegers, het heeft geen zin tien jaar terug te gaan. Ik ben bereid over de periode 1981, 1986 of 1987 te spreken maar dat is niet mijn bedoeling.

Ik vergelijk van jaar tot jaar en ten opzichte van het vorig jaar. Ondanks de denataliteit is het aantal ambten inderdaad niet verminderd.

Mijnheer Noerens, u hebt een korte, maar degelijke uiteenzetting gegeven. U kan zeker niet worden verweten geen voorstander te zijn van het rijksonderwijs, integendeel. U stelde een aantal vragen in de commissie welke u nu grotendeels herhaalt. Vandaag handelt u ten gronde vooral over het aantal tijdelijke directieambten. Ik denk dat het de wens van elke minister is dat er vaste titularissen zijn. Het statutair systeem van brevetten en examens beperkt echter het aantal geslaagden, met andere woorden, er is een chronisch tekort aan houders van het brevet.

Mijnheer Janzegers, wij willen dat systeem herzien. In de toekomst mag dat brevet niet langer meer een louter juridisch-administratief attest zijn. De schooldirecteurs, de prefecten van atheneën enzovoort moeten werkelijk een soort managers worden, mensen die zich bijscholen, niet alleen om dat attest te behalen. Zij worden aangespoord om cursussen te volgen, bijvoorbeeld in schoolmanagement, die met zeer veel succes aan de VUB worden gegeven en die binnekort ook aan de RUG worden ingericht.

Aldus zijn zij meer dan alleen maar houder van een juridisch-administratief brevet. Bekwaamheid moet worden bewezen in de praktijk, door een aantal bijscholingen, maar niet door het louter behalen van een brevet.

Sommige sprekers hadden het ook over de herziening van het statuut van het onderwijzend personeel in het kader van de Autonome Raad. Ter zake was ik enigszins teleurgesteld door de toon van de uiteenzetting van de heer Janzegers. Zijn betoog klonk nogal conservatief voor een lid van een partij die meestal toch verfrissende ideeën heeft. Ik bespeurde een reflex van «aan het statuut mag niet worden geraakt».

De heer Janzegers. — Ik beweer niet dat er aan dat statuut helemaal niets mag worden veranderd, mijnheer de staatssecretaris. Het statuut mag echter niet op de helling worden gezet. De verworvenheden van een jarenlange strijd in het onderwijs mogen niet teniet worden gedaan.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Dat is helemaal niet mijn bedoeling. Ik heb vandaag nog in een artikel in een tijdschrift aangekondigd dat ik tegen het einde van het jaar een ontwerp van statuut zal voorbereiden, dat door mijn opvolger als het ware onmiddellijk kan worden toegepast. Ik voer in dat verband besprekingen met de vakbondsorganisaties.

Zoals mevrouw Lieten zegde, is het onderwijs er in de eerste plaats voor de leerlingen en niet voor de lesgevers. De doelstellingen van de ARGO kunnen soms in tegenstrijd zijn met het huidige statuut. In dat geval zal het statuut hiervoor moeten wijken.

Mijnheer Janzegers, vanmiddag hoorde ik uw partijgenoot, de heer Dierickx, met heel veel gloed de decentralisatie verdedigen in een repliek op de Eerste minister. De ARGO is een concrete toepassing van die decentralisatie. Het statuut moet worden aangepast aan ons doel: het organiseren van een stabiel schoolteam op lokale basis. Het gaat toch niet op dat een leraar van Zonhoven komt lesgeven in Brugge of omgekeerd. Zo'n leraar heeft immers geen binding met de schoolgemeenschap waar hij les moet geven. Zo gaat het ook niet op dat iemand hier twee uur les geeft, daar drie uur en elders nog eens vier uur. Zulke uitwassen moeten worden bestreden en hiervoor moet het statuut dan desnoods wijken.

Mevrouw Lieten had in haar grondige en uitvoerige uiteenzetting lofuitingen aan het adres van mijn voorganger. Ik zal ze hem overbrengen. Het was evenwel niet meer dan de plicht van

de beleidsverantwoordelijken, *in casu* mijn voorganger en de heer Ylief, het schooljaar zonder schokken te laten beginnen.

Mevrouw Lieten had ook vragen bij de beleidsopgaven voor de volgende weken. Zij vroeg zich af wat ik nog tot het einde van het jaar moet doen. Als laatste nationale staatssecretaris voor Onderwijs, waardoor ik een voetnoot zal krijgen in de geschiedenisboeken, bestaat mijn belangrijkste taak erin de overheveling van de bevoegdheden en de middelen inzake onderwijs voor te bereiden en vlot te doen verlopen. Hiervoor voeren wij de nodige gesprekken met de verantwoordelijken van de administraties van onderwijs. De ambtenaren van het departement krijgen trouwens op het ogenblik bijscholing door uiteenzettingen en debatten. Ik heb ook contact opgenomen met de gemeenschapsminister van Onderwijs om de overgang van de nationale administratie naar die van de Vlaamse Gemeenschap zo soepel mogelijk te laten verlopen. Voor minister Ylief is het natuurlijk gemakkelijk. Hij moet maar met zichzelf aan tafel gaan zitten. Ik heb de bedoeling de overdracht van mijn bevoegdheden niet stroef te laten verlopen maar op een soepele en zo efficiënt mogelijke manier.

Ik heb de indruk dat men nog al eens vergeet dat er nog altijd op nationaal vlak iets aan bevoegdheden zal overblijven. Men zal dus op dat nationaal vlak gesprekken moeten voeren over wat nog rest aan bevoegdheden en administratie.

U heeft gelijk, mevrouw Lieten, wanneer u zegt dat die overgang plaatsheeft op 1 januari 1989 maar dat een schooljaar loopt over 1988-1989 en dat de continuïteit dus zo goed mogelijk moet verlopen.

De inrichtende macht van het rijksonderwijs wordt op 1 januari overgedragen aan de Autonome Raad. Dit maakt de overheveling naar de Vlaamse Gemeenschap niet eenvoudiger. Die Autonome Raad moet de nodige administratieve omkadering krijgen waarbij een tweevoudige zorg speelt: ten eerste, er moeten maximale kansen worden gegeven aan het gemeenschapsonderwijs en, ten tweede, de administratieve diensten van het Vlaamse ministerie van Onderwijs mogen niet worden ontreedd. Alle werkzaamheden gebeuren in samenwerking met de gemeenschapsminister van Openbaar Ambt en Binnenlandse Aangelegenheden, die zelf een tijd heeft doorgebracht op het departement van Onderwijs en ter zake dus heel wat ervaring heeft.

Enkele sprekers zoals mevrouw Lieten en de heer Didden hebben vragen gesteld in verband met de voorbereiding van de start van de Autonome Raad. Ik heb het u reeds gezegd. Die operatie mag niet beperkt worden tot een louter administratieve overheveling van de inrichtende macht van de minister naar de Autonome Raad. Ik wens het debat daaromtrent niet ten gronde te voeren om verscheidene redenen: ten eerste, omdat dit een bevoegdheid is van de Vlaamse Gemeenschap en, ten tweede, omdat die zaak momenteel aanhangig is in de Vlaamse Raad. De overeenkomst mag dan al ondertekend zijn op mijn kabinet, ik heb niet de pretentie mij te mengen in de zaken van de Vlaamse Raad. Ik moet echter wel de voorwaarden creëren opdat de overheveling zo soepel mogelijk gebeurt. Ik heb daarover natuurlijk wel ideeën.

Mijnheer Didden, het is juist dat ik de werkzaamheden heb gepatroneerd. Gedurende de eerste weken dat ik staatssecretaris was heb ik mij onmiddellijk moeten bezighouden met de coördinatie van de besprekingen rond de Autonome Raad.

Mijnheer Janzegers, u doet alsof het om een obscuur clubje ging dat ergens in een hoek besprekingen heeft gevoerd rond die Autonome Raad. Bij de discussie waren betrokken: de vier partijvoorzitters, de minister, de gemeenschapsminister van Onderwijs, de voormalige staatssecretaris, ikzelf en technici. De vier partijvoorzitters zijn toch vier vooraanstaande politici die bijna 90 pct. van de Vlaamse bevolking vertegenwoordigen. U kunt daaraan voorbijgaan. Het gaat hier echter niet om een obscure zaak. Er was een zo groot mogelijke consensus.

De heer Janzegers. — Ik wou alleen maar zeggen dat de voorbereiding die maanden heeft geduurd meer openbaar had

moeten zijn. Ik wou er ook op wijzen dat de belangenorganisaties van bijvoorbeeld leerkrachten hadden moeten worden betrokken bij de voorbereiding.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Een wijs politiek man voor wie ik zeer veel eerbied heb, met name de burgemeester van Brugge, heeft mij ooit gezegd dat als God bij de schepping van de wereld een commissie had geraadpleegd de wereld nog altijd niet zou bestaan. Indien wij uw voorstel hadden gevolgd, mijnheer Janzegers, en alle betrokken organisaties of iedereen die maar enig belang kan doen blijken — en dat zijn er toch heel wat — hadden geraadpleegd, dan zouden wij zelfs niet tegen het jaar 2020 klaar zijn geweest. Vanuit het beleid gezien was onze manier van werken goed. Daar kan weinig kritiek op worden geleverd.

Uw kritiek gaat dezelfde kant uit als die van de heer Vandeveld van de ACOD die u trouwens hebt geciteerd uit een interview in *Een krant die durft*. Sta mij toe deze kritiek conservatief te vinden. Ze is niet toekomstgericht. En het is precies toekomstgerichtheid die wij nodig hebben in ons land. Men spreekt vaak over de nieuwe Belgen en over de nieuwe politieke cultuur. Maar wij moeten toch ook eens beginnen te beseffen dat wanneer wij zaken willen doordrukken, nieuwe zienswijzen willen bijbrengen in de politieke cultuur van het land, wij moeten durven beslissen en niet alles tientallen keren overleggen in raden en adviescommissies. Ik ben ook wel voorstander van zoveel mogelijk mensen te betrekken bij de besluitvorming, maar wij moeten in godsnaam ook eens leren de zaken vooruit te helpen. Als wij dat niet kunnen, zullen wij nooit ergens geraken in dit land.

De oprichting van die Autonome Raad is niet alleen een technisch-juridische en administratieve ingreep, maar heeft ook op onderwijskundig gebied bepaalde consequenties. Onze aanpak getuigt van toekomstvisie en ik geloof dat wij er het beste hebben van gemaakt.

Mevrouw Croes, u hebt terecht het probleem van de BTK'ers in het onderwijs gereveleerd. Het is een ruim probleem dat met twee kalenderjaren te maken heeft. Ingevolge de overheveling van belangrijke bevoegdheidspakketten naar Gewesten en Gemeenschappen en ingevolge de bepalingen van de programawet waardoor het BTK-statuut op 1 januari 1989 in een statuut van GESKO's wordt omgezet, zijn er enkele bijzondere problemen ontstaan. U moet mij niet overtuigen van het belang van BTK-projecten in het onderwijs. De 1 650 BTK'ers die op het ogenblik in het onderwijs aan het werk zijn, zijn slechts aangesteld tot 31 december 1988. De omschakeling naar het statuut van GESKO's stelt inderdaad bijkomende budgettaire problemen. Ik ben het er volkomen mee eens dat deze contractuelen een levensnoodzakelijke taak vervullen in de scholen, in de PMS-centra en in andere onderwijsbegeleidende diensten. Ik ben trouwens reeds herhaalde malen tussenbeide gekomen bij de gemeenschapsminister van Tewerkstelling en bij de voorzitter van de Vlaamse executieve om hun grootste aandacht voor dit dossier te vragen. Dit probleem krijgt mijn volle aandacht. Zo heb ik vanmorgen de stedelijke school van Ledeberg bezocht...

De heer Seeuws. — ... in mijn streek.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — ... inderdaad, in uw contreien. Ik heb daar met zeer veel plezier vastgesteld hoe degelijk de migrantenkinderen daar worden geïntegreerd in, als ik het zo mag zeggen, de autochtone schoolbevolking. Dat kan alleen maar gebeuren met een degelijke omkadering, onder andere met BTK'ers. Het voorbeeld van Ledeberg strekt werkelijk tot eer en verdient navolging. Dergelijk project bestaat ook in Borgerhout en bij andere instellingen in het rijksonderwijs.

Enkele sprekers hebben gealludeerd op de financiering van de Gemeenschappen. De Eerste minister heeft hier vanmiddag verklaard dat de nodige aandacht werd besteed aan het aanwezig zijn van de nodige middelen. Met de denataliteitsfactor waarmee wij rekening houden, zal de voorspelling van de heer

Monard, via de bevriende pers kond gemaakt en die haast aan Cassandra deed denken, niet uitkomen. Voor het Nationaal Waarborgfonds waarover de heer De Bondt het had, zal ook in de nodige bouwmogelijkheden en financieringsmogelijkheden worden voorzien.

Mijnheer Janzegers, ik neem aan dat men kritisch kan aankijken tegen bepaalde aspecten van het rijksonderwijs en het gemeenschapsonderwijs van de toekomst. Ik meen echter dat het nieuwe statuut dat in de maak is voor een grotere continuïteit zal zorgen. Mechanismen zoals aanwerving, mutatie, bevordering, reëffectatie, zullen worden herzien rekening houdend met de stabiliteit van het schoolteam.

De heer Didden meende dat er niet voldoende aandacht werd besteed aan politisering en depolitisering. Precies door dit naar het lokale niveau te brengen, doen wij reeds voor een groot deel aan decentralisering en depolitisering. U mag daarover uw twijfels hebben, maar ik ben van nature nogal optimistisch en ik geloof in de toekomst. U mag natuurlijk kritisch zijn, dat is uw goed recht. Ik vind het echter verkeerd van bij het begin alles zo negatief voor te stellen.

Ik verneem met vreugde, mijnheer Didden, dat u tegen politieke benoemingen bent. Ik weet niet of u namens uw fractie spreekt, of namens uw partij. Ik kan u de verzekering geven dat de voorzitter van uw partij, die aanwezig was bij de onderhandelingen, mede het akkoord heeft ondertekend. Indien u zelf kritiek hebt, dan is dit een zaak die u zelf moet uitmaken. Ik neem nota van uw standpunt.

De heer Didden. — Mijn partij is tegen om het even welke politieke benoeming.

De heer Seeuws. — Dat is dan nieuw.

De heer Chevalier, staatssecretaris voor Onderwijs, toegevoegd aan de minister van Onderwijs, W. Claes. — Ik neem daarvan met genoegen nota.

Ik meen wel dat de vrees van de heer Didden ongegrond is. Hij heeft waarschijnlijk het spook van de Goede-Vrijdagbenoemingen in het achterhoofd. In het akkoord van de vier partijvoorzitters werd precies afgesproken dat bij eerste benoemingen in het administratief kader, uit de bestaande administratie zal worden geput en dat geen nieuwe « parachutages » zullen gebeuren. Trouwens, ik ben ervan overtuigd dat de heer Didden in de Vlaamse Raad de nodige interpellaties zal houden en vragen zal stellen indien men nog politieke benoemingen zou durven te doen.

De heer De Bondt heeft zich tot mijn grote teleurstelling vooral gericht tot minister Ylief. Ik zal mijn collega dan ook het genoegen laten hem te antwoorden. Het spijt me dat ik het niet kan doen, maar ik ben er zeker van dat de heer De Bondt nog interpellaties of vragen aan mij gericht op zak heeft.

Mijnheer de Voorzitter, ik meen hiermee geantwoord te hebben op de voornaamste opmerkingen en vragen van de leden. *(Applaus.)*

M. le Président. — La parole est à M. Ylief, ministre.

M. Ylief, ministre de l'Éducation nationale. — Monsieur le Président, je veux à l'instar de mon collègue, M. Chevalier, me réjouir de la qualité des débats auxquels nous venons d'assister. Toutes les interventions se sont voulues à la fois positives et constructives. Il est manifeste que le souci qui a animé la plupart d'entre nous, à savoir le maintien de la qualité de notre enseignement, quel que soit le cadre constitutionnel de demain, était présent. Je m'en réjouis très vivement et très sincèrement.

Je tiens également à remercier les rapporteurs pour la qualité et la densité de leurs travaux. Le rapport, monsieur Didden, vous l'aurez constaté avec satisfaction, est complet depuis ce soir. Vous aurez également remarqué que les documents et les annexes réclamés ont été envoyés à temps, à moins qu'il n'y ait eu quelques problèmes avec les services postaux, mais ceci ne dépendant pas des ministres de l'Éducation nationale, peut-être

faudrait-il, en pareil cas, interpellier le titulaire du département des Postes.

Je remercie aussi mon collègue, M. Chevalier, de me laisser l'honneur, le périlleux honneur, de répondre à M. De Bondt. Selon l'adage « A tout seigneur, tout honneur », je commencerai dès lors, par lui.

Comme d'habitude, M. De Bondt a posé deux questions importantes, questions difficiles et politiquement délicates. Il s'agit, d'une part, du financement de l'enseignement germanophone et, d'autre part, du financement des étudiants universitaires étrangers. Je lui ferai parvenir à ce sujet un document élaboré par mes services pour que ma réponse soit aussi précise que possible.

Je signale à notre collègue que, dans l'état actuel des choses, les crédits à destination de l'enseignement germanophone représentent quelque 1 100 à 1 200 millions du budget de l'Éducation nationale, régime français. Il est exact que les germanophones considèrent que, pour financer correctement leur enseignement à partir du 1^{er} janvier 1989, date à laquelle ils en seront pleinement responsables, au même titre que les deux autres Communautés, ils devraient pouvoir disposer d'environ 2 milliards 200 millions.

En réalité, il manquerait approximativement 1 milliard. Qui devra prendre en charge cette différence? La question est posée mais, à mon sens, la solidarité nationale devrait jouer en l'occurrence. L'enseignement germanophone, pour maintenir sa qualité, pour surmonter les difficultés qui sont les siennes, doit disposer de moyens budgétaires suffisants. Nous sommes, monsieur De Bondt, particulièrement attentifs à ce problème. Je me sens d'autant plus responsable, en ma qualité d'élu de l'arrondissement de Verviers, du bon aboutissement de ce dossier.

Je crois que les discussions se déroulent actuellement dans un climat constructif et que nous pourrions dans les tout prochains jours, présenter au gouvernement une proposition d'ensemble équilibrée, dont le Parlement sera saisi d'ici peu.

Quant au problème du financement des études universitaires des étrangers, il relève également de la loi de financement des Régions et des Communautés et du budget communautaire de 1989 qui en découlera.

L'évaluation du coût des étudiants universitaires étrangers peut se faire selon quatre méthodes, en fonction d'un coût forfaitaire qui peut varier selon la tranche de population dans laquelle se situent les étrangers ou selon les orientations qu'ils ont choisies. Les chiffres que vous avez cités, monsieur De Bondt, ont été calculés sur base d'une méthode, alors que le gouvernement a retenu la moyenne de quatre méthodes.

J'attire également votre attention sur le fait que les étudiants bénéficiaires de bourses de l'AGCD restent à charge de cette administration et ne sont pas comptabilisés dans le nombre des étudiants étrangers.

Ne pas financer de manière spécifique le coût occasionné par les étudiants étrangers constituerait, dans l'état actuel des choses, une dérogation à l'accord de gouvernement. Il est évident que les partis de la majorité peuvent toujours adapter cet accord.

Votre proposition est à verser au dossier. Comme vous l'avez fait remarquer, le projet de loi sur le financement des Régions et des Communautés n'est pas encore déposé sur le bureau des Chambres et peut donc encore faire l'objet de corrections, d'améliorations.

M. De Bondt. — Le but de mon intervention était précisément d'apporter ma contribution au dossier que vous préparez avec une telle attention.

M. Ylief, ministre de l'Éducation nationale. — Après avoir procédé à quelques calculs, je reconnais que votre proposition conférerait un « plus » aux deux Communautés, dans l'immédiat tout au moins, mais j'ignore si ce serait toujours le cas par la suite. Je dois encore affiner les estimations pour en être certain.

M. De Bondt. — J'en suis convaincu, mais il faut évidemment s'en assurer. Je ne suis pas qualifié pour vous convaincre.

M. Ylief, ministre de l'Education nationale. — Si cela peut me permettre de recevoir davantage, je suis tout à fait d'accord de me laisser convaincre! (*Sourires.*)

Je crois avoir ainsi répondu — du moins provisoirement puisque le débat n'est pas clos — à M. De Bondt. Je le remercie en tout cas d'avoir rappelé l'importance de ces deux problèmes et, en particulier, du financement de l'enseignement de la Communauté germanophone.

En écoutant l'intervention — intéressante et, dirais-je, presque amusante — de M. Duquesne, je me suis dit — pour poursuivre sur le même ton que lui — qu'il aurait fait fureur à une certaine époque de l'histoire de l'Union soviétique où l'autocratie était érigée en système institutionnel. En effet, il a passé au crible et pourfendu un budget dont il est lui-même — et je reprends sa propre expression — le géniteur. En effet, c'est M. Duquesne — il faut rendre à César ce qui appartient à César — qui a préparé le budget 1988, l'a porté sur les fonds baptismaux et l'a défendu jusques et y compris au contrôle budgétaire de mars 1988. J'ignore s'il s'agit d'une attitude masochiste ou s'il souffre d'amnésie. Peu importe, mais je constate en tout cas qu'en annonçant son abstention lors du vote, il reconnaît de manière indiscutable, incontestée et incontestable, sa responsabilité dans le budget qu'il accuse de tous les péchés d'Israël.

Je ne poursuivrai cependant pas plus loin la polémique et préfère répondre directement à ses questions.

M. Duquesne — tel Cassandre ou M. Catastrophe — nous a annoncé un avenir des plus sombres.

Je rappelle tout simplement — les chiffres, qui viennent d'ailleurs d'être cités par M. Mouton, sont indiscutables — que, de 1982 à 1987, le budget de l'Education nationale, secteur français, a diminué, en francs constants, de quelque trois milliards de francs. Par conséquent, si l'évolution se poursuit dans ce sens, on peut considérer que la part du régime français dans le budget total de l'éducation continuera à décroître. Et c'est peut-être un des aspects les plus positifs de la communautarisation qui sera effective dès le 1^{er} janvier 1989 que de « cliché », tout au moins pour un terme de dix ans — une autre clé devant intervenir ultérieurement —, la part des budgets francophone, néerlandophone et germanophone de l'enseignement et de l'éducation.

M. Duquesne a posé la question de savoir si le régime prévu pour l'Education nationale n'impose pas une grande rigueur qui conduira à des impôts nouveaux ou à une diminution obligée de l'emploi, en d'autres termes, à des licenciements massifs d'enseignants.

Je lui répondrai que les choses auraient été grandement facilitées si le budget 1988, tel que je l'ai trouvé à mon arrivée au département, n'avait pas subi d'étonnantes manipulations budgétaires. Je n'apprendrai pas à M. Duquesne que le budget 1988 a été anormalement et irrégulièrement grevé de 1 600 millions de dépenses afférentes à l'année 1987. Ce genre de manipulation ne pourra en aucune manière se répéter à l'avenir. En effet, le système mis au point garantit une clé de répartition intangible qui évoluera en fonction de critères bien déterminés.

J'attirerai encore l'attention sur le fait qui me paraît le plus important, à savoir que le budget 1989 de l'Education nationale, secteur français, sera plus élevé de cinq milliards que le budget ajusté de 1988. Donc, l'enseignement francophone disposera en 1989 de cinq milliards supplémentaires alors qu'en francs constants, de 1982 à 1987, le budget a été réduit de trois milliards, comme je viens de le rappeler.

Des mesures sont envisagées afin d'assurer des moyens d'action normaux au secteur des constructions scolaires. Bien entendu, un esprit d'économie devra continuer à inspirer le gestionnaire des budgets futurs de l'Education nationale mais l'amélioration est très nette et de nature à éviter que le responsable du département, qui qu'il soit, soit tenté de recourir à des manipulations budgétaires inacceptables comme celles que j'ai évoquées précédemment.

Je dois encore rappeler à M. Duquesne, qui a demandé quels changements étaient intervenus depuis mai 1988, qu'au niveau,

par exemple, des investissements scolaires dans les bâtiments des écoles, plus d'un milliard de francs ont été dépensés du côté francophone. En outre, dans tous les réseaux de l'enseignement, un certain nombre de dossiers de restauration et de rénovation de bâtiments ou de constructions nouvelles ont été agréés à un point tel qu'un fonctionnaire général de l'Etat du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat m'a adressé — et cela m'a fait grandement plaisir — une lettre de remerciement précisant que c'était la première fois depuis trois ans que ses agents pouvaient traiter des dossiers de restauration et de rénovation de bâtiments scolaires.

D'autres choses ont changé. Dans l'enseignement universitaire, le coût forfaitaire par étudiant a été indexé de 0,65 p.c. Je reconnais que cette décision avait été prise par l'ancien gouvernement, mais elle n'avait pas été appliquée en raison d'un différend entre nos deux prédécesseurs, monsieur Duquesne. Ce différend a été aplani et les universités ont déjà reçu l'augmentation prévue.

Les aides complémentaires dans l'enseignement, que M. Mouton a bien voulu rappeler, ont été mises en place, pour partie, dans les écoles dès le 1^{er} septembre.

La rentrée scolaire — dois-je encore le rappeler? — s'est effectuée dans l'ordre et le calme et, comme divers intervenants, notamment MM. Taminiaux et Bayenet, ont bien voulu le faire remarquer, on a enfin cessé, depuis mai 1988, de faire la leçon aux enseignants et de les culpabiliser. On s'est efforcé de rendre à l'école la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, à savoir la première.

Les allocations de fonctionnement accordées aux universités ont été adaptées en fonction des décisions arrêtées précédemment.

M. Duquesne s'est également interrogé sur les répercussions des décisions de Val-Duchesse, qui se font encore sentir à l'heure actuelle. L'estimation, au printemps 1986, des mesures d'économie instaurées par ces décisions était excessive. De ce fait, les crédits du budget initial 1988 élaboré par M. Duquesne étaient insuffisants et ne permettaient nullement de prendre des mesures d'assouplissement.

Pour les mêmes raisons d'insuffisance budgétaire, il ne m'a pas été possible d'accorder certaines dérogations. Il faut noter que plusieurs d'entre elles, accordées antérieurement, par exemple dans l'enseignement supérieur de type long, ne reposaient sur aucune disposition légale.

Pour être complet, je puis encore certifier à M. Duquesne que l'indispensable et urgente revalorisation de l'enseignement technique et professionnel sera assurée, notamment par la mise en place d'un Conseil supérieur de l'enseignement technique et professionnel, qui sera installé au plus tard pour le 15 décembre de cette année. L'arrêté royal désignant les membres de ce conseil est actuellement en cours d'élaboration.

M. Duquesne a demandé s'il n'y avait pas lieu de craindre, du côté francophone, un « saucissonnage » soit horizontal, soit vertical, des attributions de l'enseignement en 1989. Je l'invite à poser la question au futur exécutif communautaire francophone. A titre personnel, je ne puis que souligner qu'il m'apparaît utile et même indispensable de conserver une cohérence à la fonction d'enseignement et de recherche.

M. De Bondt, rejoint en cela par M. Didden, a regretté que le feuillet d'ajustement au budget de 1987 n'ait pas été examiné par notre commission. Comme je l'ai dit lors des travaux de celle-ci, ce feuillet, qui porte la date du 7 septembre, a déjà été approuvé par le Parlement et publié au *Moniteur belge*. L'ajustement en question, relatif au budget francophone, portait sur un montant de 289,300 millions.

L'ajustement du budget 1988 sera examiné, conformément à la règle, au terme de son élaboration, actuellement en cours. Le vote immédiat du budget 1988 s'impose pour des raisons de saine gestion, de manière à mettre à la disposition du département la masse budgétaire correspondant au moins à ses besoins minima.

J'ai déjà répondu aux questions de M. De Bondt relatives au financement de l'enseignement germanophone et à celui des étudiants universitaires étrangers.

M. Duquesne et M. De Bondt se sont inquiétés de l'information des jeunes sur le choix des études.

Je suis conscient de la nécessité d'informer les jeunes quant aux possibilités de débouchés, et de leur fournir un maximum d'informations sur les possibilités devant leur permettre d'assurer au mieux leur avenir. Il entre dans mes intentions, après la communautarisation, de créer, au sein du département de l'Education, un service de statistiques et d'information pour permettre d'atteindre cet objectif.

M. Noerens s'est inquiété du statut de l'enseignement de l'Etat. Il n'est pas possible de nommer, à titre définitif, des enseignants qui auraient presté, par exemple, un minimum de deux mille jours, sans se préoccuper, en même temps, de l'existence d'un emploi vacant. Il entre dans mes intentions, après la communautarisation de l'enseignement, de revoir globalement et fondamentalement, à l'instar de mon collègue M. Chevalier, le statut applicable aux enseignants de l'Etat.

M. Mouton a bien voulu m'apporter le soutien du groupe socialiste. Il a relevé les points positifs de la politique menée par le gouvernement en matière d'enseignement depuis le mois de mai 1988, tout en ne dissimulant pas les problèmes — et ils sont nombreux — qui attendent encore une solution.

Je confirme que, durant ce week-end, fait qui apparaîtra lorsque le projet de loi sur le financement des Communautés et des Régions sera déposé, le gouvernement a apporté, par rapport à l'accord gouvernemental, à la déclaration d'investiture, un aménagement, un accommodement au facteur de la dénatalité de manière à en atténuer les effets. La dénatalité ne sera comptée qu'à raison de 80 p.c. L'effet de ce correctif sera important. Sur base des statistiques en notre possession, nous estimons qu'il représente pour le régime français un gain, pour 1990, de près d'un quart de milliard et qu'il atteindra, après les années 1990 et 1996, un milliard de francs, sinon plus.

M. Taminiaux et M. Delloy se sont préoccupés de l'enseignement de promotion sociale. Dans son intervention que j'ai écoutée avec beaucoup d'intérêt et de plaisir, M. Taminiaux a dit que l'on parle bien de ce qu'on connaît bien. J'ajouterai que l'on défend bien ce qu'on aime bien, et M. Taminiaux a bien défendu l'enseignement de promotion sociale parce qu'il l'aime bien puisqu'il l'a servi pendant de nombreuses années. Il est orfèvre en la matière.

M. Delloy aussi connaît bien le problème de l'enseignement de promotion sociale qui occupe une place extrêmement importante dans le processus éducatif et de formation au sein de la Communauté française.

Des mesures trop sévères, il est vrai, ont été prises précédemment à l'égard de cet enseignement. Elles ont entravé son développement et ont eu des effets négatifs, voire de régression sociale, à l'égard de tous ceux et de toutes celles qui fréquentent cet enseignement qualifié de seconde chance.

Dans le cadre de la communautarisation de l'enseignement, de la formation organisée par les Classes moyennes et l'ONEm, il y aura lieu de mener une réflexion d'ensemble dans la perspective d'aboutir à des concertations, à une collaboration et à des regroupements de manière à concentrer les moyens budgétaires disponibles pour améliorer cet enseignement et les services qu'il rend et est appelé à rendre.

Vous pouvez être assurés de notre sollicitude.

Pour répondre plus précisément encore à M. Delloy, je lui dirai qu'il a entièrement raison de réclamer la suppression totale des droits d'inscription à cet enseignement pour ceux qui sont condamnés à vivre du minimex, qui sont demandeurs d'emploi sans bénéficier d'indemnité, qui sont invalides bref, qui connaissent des conditions matérielles de vie modestes, voire précaires.

A cet égard, des mesures seront prises dans les prochaines semaines dans le cadre communautaire.

J'ai répondu à M. Didden en ce qui concerne l'absence des annexes annoncées et promises au rapport de nos travaux.

Sans vouloir faire d'une taupinière une montagne, je précise qu'il n'y a pas eu d'incident entre le Premier ministre et moi. J'ai seulement été informé qu'une lettre, adressée par le cabinet

du Premier ministre, sans me consulter et sans mon accord, avait été envoyée aux directions des établissements d'enseignement et notamment à ceux de l'Etat en région germanophone.

Normalement, déontologiquement, c'est le ministre responsable qui s'adresse directement aux établissements d'enseignement, à son administration ou à ses services. C'est ce que j'ai fait remarquer en rappelant aux responsables des établissements de l'enseignement de l'Etat que, hiérarchiquement, administrativement, le ministre actuel était encore, jusqu'à preuve du contraire, leur autorité de tutelle. Il est à noter que cet incident est clos.

Vous m'avez reproché, monsieur Didden, une réponse incomplète et insatisfaisante en ce qui concerne l'automatisation des services du département de l'Education nationale.

Je vous réponds avec un maximum de précisions, encore que très rapidement, en vous signalant qu'au mois d'août dernier, mon département a passé commande d'un super ordinateur d'un coût approximatif de 100 millions de francs qui doit être livré d'ici à quelques semaines, pour permettre l'informatisation complète et de qualité de l'ensemble des services administratifs et techniques.

Plus que tout autre, je suis partisan d'une informatisation poussée, de qualité et rapide des services administratifs et en particulier des services de l'Education nationale.

M. Bayenet s'est inquiété de la féminisation de la fonction enseignante. Je peux lui préciser que la commission pour l'égalisation des chances des garçons et des filles dans l'enseignement a remis ses premières conclusions. Il apparaît effectivement qu'il convient de modifier l'idée que seules les femmes sont qualifiées pour s'occuper des jeunes enfants, de revoir la formation initiale, de revaloriser la fonction enseignante et de repenser les mécanismes d'orientation professionnelle.

Il est vrai que le nombre de femmes dans l'enseignement augmente, créant un certain nombre d'inquiétudes dans certains milieux. Un problème se pose qu'il convient d'étudier sans a priori et sans préjugé de quelque nature que ce soit. C'est notamment le rôle de la commission pour l'égalisation des chances des garçons et des filles dont j'ai rappelé les premières conclusions.

Par ailleurs, il est exact que plusieurs psycho-pédagogues sont en disponibilité par défaut d'emploi. Cependant, un grand nombre d'entre eux ont été rappelés provisoirement en activité de service. J'envisage toutefois, après la communautarisation de l'enseignement, la création de formules de formation continuée pour leur permettre de retrouver un emploi.

Tout à l'heure, j'ai cité Albert Camus. Je voudrais remonter le temps de quelque deux mille ans pour nous reporter en Chine au début de notre ère. Dans leur très grande sagesse, les Chinois nous ont laissé une panoplie infinie de proverbes. Je ne résiste pas au plaisir de citer l'un des plus beaux: « Toutes les fleurs de l'avenir sont dans les semences du présent. »

En ce qui nous concerne, nous avons le sentiment, sinon la conviction, d'avoir ensemencé généreusement l'humus scolaire. Puisse donc la floraison être aussi abondante qu'éclatante! (*Applaudissements.*)

* M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — REGIME FRANCAIS — POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN ONDERWIJS — FRANSTALIG REGIME — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de l'Education

ationale — régime français — pour 1988, tels qu'amendés par la commission.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Onderwijs — Franstalig regime — voor 1988, zoals ze door de commissie werden geamendeerd.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 338-1 et 2, session extraordinaire 1988, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 388-1 en 2, bijzondere zitting 1988, van de Senaat.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

*Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)
et pour les dépenses de capital (Titre II)*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert, pour les dépenses du ministère de l'Education nationale — régime français — afférentes à l'année budgétaire 1988, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . .	119 895,5	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . .	272,6	—	1 188,4
Totaux	120 168,1	—	1 188,4

Ces crédits sont énumérés à la partie A des Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1988 des crédits destinés au financement du budget de la Communauté française, s'élevant à (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . .	1 739,3	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . .	215,2	—	—
Totaux	1 954,5	—	—

§ 3. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1988 des crédits destinés au financement du budget de la Communauté germanophone, s'élevant à (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . .	18,6	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . .	—	—	—
Totaux	18,6	—	—

§ 4. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 5. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 6. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu, le cas échéant, des redistributions opérées conformément au § 5.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Onderwijs — Franstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . .	119 895,5	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . .	272,6	—	1 188,4
Totalen	120 168,1	—	1 188,4

Deze kredieten worden opgesomd in het deel A der Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1988 verbonden uitgaven worden kredieten, bestemd voor de financiering van de begroting van de Franse Gemeenschap, geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . .	1 739,3	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . .	215,2	—	—
Totalen	1 954,5	—	—

§ 3. Voor de aan het begrotingsjaar 1988 verbonden uitgaven worden kredieten, bestemd voor de financiering van de begroting van de Duitstalige Gemeenschap, geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	18,6	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	—	—	—
Totalen	18,6	—	—

§ 4. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatie-afdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 5. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatie-afdelingen of programma's gemaakt worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 6. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 5 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes et aux dépenses de capital

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes:

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, aux comptables des services extérieurs relevant de la Direction générale de l'organisation des Etudes et aux comptables des services de l'Etat à gestion séparée pour ce qui concerne les transports scolaires.

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Econamat relevant de la Direction générale du personnel, des statuts et de l'organisation administrative.

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 100 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven

Art. 2. Bij afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof:

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, aan de rekenplichtigen van de buitendiensten ressorterend onder

de Algemene Directie-organisatie van het Onderwijs en aan de rekenplichtigen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer, wat betreft het leerlingenvervoer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de « Direction générale du personnel, des statuts et de l'organisation administrative » worden verleend.

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 100 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen op de begrotingsartikelen voorzien voor de betaling van het leerlingenvervoer.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, les avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par l'Etat ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 100 000 francs.

Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

Le comptable extraordinaire de l'enseignement fondamental est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de l'Etat dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

En matière de transports scolaires, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances, quel qu'en soit le montant, pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Art. 3. Bij afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel bezoldigd door de Staat evenals voor de betaling van de schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 100 000 frank niet overschrijden.

Gelet op het dringend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846, op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten verleend worden aan de rekenplichtige belast met de vereffening der hulpelden en toelagen van sociaal aard.

De buitengewone rekenplichtige van het basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd, de bijdrage van de Staat in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd vrij onderwijs door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

Op het stuk van het schoolvervoer mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van vorderingen, hoe groot hun bedrag ook is, voor zover de overeenkomsten het voorwerp hebben uitgemaakt van een kontrakt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale

scolaire belges établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le ministre de la Défense nationale.

Art. 4. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Duitse Bondsrepubliek gevestigde Belgische scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnances van kredietopening, hoe groot hun bedrag ook is, zulks ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de minister van Landsverdediging.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des articles dont le numérotage a été modifié entre-temps, peuvent être imputés à charge des articles correspondants du budget de l'année 1988.

Art. 5. De ordonnancerings van de uitgaven die, in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van de vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van de artikelen waarvan de nummering inmiddels gewijzigd werd mogen worden aangerekend op de overeenstemmende artikelen van de begroting voor het jaar 1988.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les crédits non dissociés ci-après peuvent couvrir les dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures :

Titre I, section 40, article 33.01;

Titre I, section 61, article 12.22.

Art. 6. De hierna volgende niet-gesplitste kredieten mogen uitgaven dekken met betrekking tot vroegere begrotingsjaren :

Titel I, sectie 40, artikel 33.01;

Titel I, sectie 61, artikel 12.22.

— Adopté.

Aangenomen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 7. Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements primaire, normal, moyen, technique, spécial et de promotion sociale, des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, ainsi que les subventions octroyées pour la rémunération des activités socio-culturelles et sportives en application de l'arrêté royal du 7 septembre 1971, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 7. De weddetoelagen van de personeelsleden van het lager, het normaal, het middelbaar, het technisch, het buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, van de diensten voor beroepsoriëntering en van de psycho-medisch-sociale centra alsook de toelagen toegekend voor de bezoldiging van de socio-culturele en sportieve activiteiten in toepassing van

het koninklijk besluit van 7 september 1971, mogen in de vorm van vaste uitgaven uitbetaald worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les indemnités de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

Art. 8. De vergoedingen wegens begrafenis-kosten alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

— Adopté.

Aangenomen.

Section particulière (Titre IV)

Art. 9. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 5 986 800 000 francs pour les recettes et à 6 044 100 000 francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (Titel IV)

Art. 9. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 5 986 800 000 frank voor de ontvangsten en op 6 044 100 000 frank voor de uitgaven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables du département qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 10. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in de Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtingen van het departement die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective, ainsi que des dépenses de fonctionnement de

toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds.

Art. 11. In afwijking van artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, alsmede van allerhande werkingsuitgaven, welke het bedrag er ook van zij, die voortvloeien uit het beheer van het bedoelde Fonds.

— Adopté.

Aangenomen.

Autres dispositions spéciales

Art. 12. Le montant du minerval payé par les élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de l'Etat ou subventionné par l'Etat visé aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1986 concernant l'enseignement, doit être versé à un Fonds ouvert:

— Pour les établissements de l'Etat, à l'article 66.21.A du Titre IV — Section particulière;

— Pour les établissements officiels subventionnés, à l'article 66.22.A du Titre IV — Section particulière;

— Pour les établissements libres subventionnés, à l'article 66.23.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds de l'article 66.21.A peuvent être réparties entre les différents établissements de l'Etat à gestion séparée à titre de dotation complémentaire.

Les recettes des fonds des articles 66.22.A et 66.23.A seront affectées au paiement des subventions de fonctionnement respectivement des établissements officiels subventionnés et des établissements libres subventionnés.

Les recettes susvisées peuvent également servir à rembourser les montants des minervaux que l'Etat devrait restituer en vertu de jugements ou arrêts passés en force de chose jugée.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 12. Het bedrag van het schoolgeld betaald door de buitenlandse leerlingen en studenten van wie de ouders niet in België zijn gedomicilieerd en die onderwijs genieten in een rijksinstelling of in een door de Staat gesubsidieerde instelling bedoeld in artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1986 in verband met het onderwijs, moet gestort worden op een Fonds geopend:

— Voor de rijksinstellingen, onder artikel 66.21.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— Voor de officiële gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.22.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— Voor de vrije gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.23.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds van artikel 66.21.A kunnen onder de verschillende rijkscholen met afzonderlijk beheer worden verdeeld als aanvullende dotaties.

De ontvangsten van de fondsen van de artikelen 66.22.A en 66.23.A zullen aangewend worden voor de betaling van de werkingstoelagen respectievelijk van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen en de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

De bovenbedoelde ontvangsten mogen eveneens dienen ter terugbetaling van de schoolgelden die de Staat zou moeten

teruggeven krachtens vonnissen of arresten die kracht van gewijsde hebben.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Les recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de l'Etat, ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de l'Etat, gérés par le service des transports scolaires, peuvent être versées à un fonds ouvert sous l'article 66.26.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds seront affectées à l'entretien et à l'acquisition des véhicules de l'Etat gérés par le Service des transports scolaires, au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de transport scolaire, ainsi qu'à l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit en cas d'accidents avec des véhicules de l'Etat.

Art. 13. De opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen met rijksvoertuigen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met rijksvoertuigen, beheerd door de dienst voor leerlingenvervoer mag gestort worden op een fonds geopend onder het artikel 66.26.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds moeten bestemd zijn voor het onderhoud en de aankoop van de voertuigen van de Staat die beheerd worden door de Dienst voor leerlingenvervoer, voor de betaling van de kosten voor leerlingenvervoer ingevolge de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer, alsook voor de vergoeding van de getroffen of hun rechthebbenden bij ongevallen met voertuigen van de Staat.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Le produit de la récupération des traitements et subventions-traitements du personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné, détaché en dehors de l'enseignement, peut être viré au fonds ouvert à l'article 66.36.B du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds seront affectées au paiement des traitements et subventions-traitements du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat et des établissements d'enseignement officiels et libres subventionnés, détaché en dehors de l'enseignement.

Art. 14. De opbrengst van de terugvordering van de wedden en weddetoelagen van de personeelsleden uit het rijks- en gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs, mag gestort worden op een fonds geopend onder het artikel 66.36.B van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de wedden en weddetoelagen van het personeel van de rijksonderwijsinstellingen en van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Par dérogation à l'article 16, troisième alinéa, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, le ministre de l'Education nationale peut autoriser les responsables de la gestion financière des écoles de l'Etat à gestion séparée à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 15. In afwijking van artikel 16, derde lid, van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat kan de minister van Onderwijs de verantwoordelijken van het financieel beheer van de rijkscholen met afzonderlijk beheer ertoe machtigen de

roerende voorwerpen waarover zij beschikken te verkopen als ze niet meer gebruikt kunnen worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Des crédits destinés à l'apurement des créances d'années antérieures sont ouverts à concurrence :

Titre I

Section 4:

Article 12.02.05.71 :	7,0 millions de francs
Article 12.04.04.76 :	1,9 millions de francs
Article 12.06.06.84 :	3,9 millions de francs

Section 51:

Article 11.03.01.67 :	0,3 million de francs
Article 11.03.21.87 :	10,0 millions de francs
Article 11.03.22.88 :	0,5 million de francs
Article 12.02.11.83 :	0,1 million de francs
Article 12.05.02.83 :	0,1 million de francs
Article 43.01.40.97 :	230,0 millions de francs
Article 43.03.50.16 :	0,1 million de francs
Article 43.06.50.29 :	0,2 million de francs
Article 44.01.60.29 :	30,0 millions de francs
Article 44.06.70.54 :	0,2 million de francs

Section 52:

Article 11.03.10.06 :	0,4 million de francs
Article 11.03.21.17 :	60,0 millions de francs
Article 11.03.22.18 :	5,5 millions de francs
Article 43.01.40.27 :	450,0 millions de francs
Article 43.08.50.58 :	0,2 million de francs
Article 44.01.60.56 :	50,0 millions de francs
Article 44.08.70.87 :	2,5 millions de francs

Section 53:

Article 11.03.21.44 :	10,0 millions de francs
Article 11.03.22.45 :	0,5 million de francs
Article 12.05.02.40 :	0,3 million de francs
Article 12.05.11.49 :	0,5 million de francs
Article 43.01.40.54 :	90,0 millions de francs
Article 43.02.40.57 :	8,0 millions de francs
Article 43.03.50.70 :	0,1 million de francs
Article 44.01.60.83 :	15,5 millions de francs
Article 44.02.60.86 :	6,0 millions de francs
Article 44.03.70.02 :	0,1 million de francs

Section 55:

Article 11.03.21.01 :	6,0 millions de francs
Article 11.03.22.02 :	0,5 million de francs
Article 12.05.02.94 :	1,0 million de francs
Article 43.01.40.11 :	110,0 millions de francs
Article 44.01.60.40 :	30,0 millions de francs

Section 56:

Article 11.03.01.08 :	2,7 millions de francs
Article 11.03.21.28 :	25,0 millions de francs
Article 43.01.40.38 :	235,8 millions de francs
Article 43.02.40.41 :	6,3 millions de francs
Article 44.01.60.67 :	55,2 millions de francs
Article 44.02.60.70 :	6,0 millions de francs

Section 64:

Article 43.02.30.53 :	2,4 millions de francs
Article 44.02.40.72 :	4,5 millions de francs

Titre II

Section 64:

Article 63.01.35.25 :	0,2 million de francs
Article 64.01.45.44 :	0,2 million de francs.

Art. 16. Kredieten bestemd voor de aanzuivering van vorige jaren worden geopend tot beloop van :

Titel I

Sectie 40:

Artikel 12.02.05.71 :	7,0 miljoen frank
Artikel 12.04.04.76 :	1,9 miljoen frank
Artikel 12.06.06.84 :	3,9 miljoen frank

Sectie 51:

Artikel 11.03.01.67 :	0,3 miljoen frank
Artikel 11.03.21.87 :	10,0 miljoen frank
Artikel 11.03.22.88 :	0,5 miljoen frank
Artikel 12.02.11.83 :	0,1 miljoen frank
Artikel 12.05.02.83 :	0,1 miljoen frank
Artikel 43.01.40.97 :	230,0 miljoen frank
Artikel 43.03.50.16 :	0,1 miljoen frank
Artikel 43.06.50.29 :	0,2 miljoen frank
Artikel 44.01.60.24 :	30,0 miljoen frank
Artikel 44.06.70.54 :	0,2 miljoen frank

Sectie 52:

Artikel 11.03.10.06 :	0,4 miljoen frank
Artikel 11.03.21.17 :	60,0 miljoen frank
Artikel 11.03.22.18 :	5,5 miljoen frank
Artikel 43.01.40.27 :	450,0 miljoen frank
Artikel 43.08.50.58 :	0,2 miljoen frank
Artikel 44.01.60.56 :	50,0 miljoen frank
Artikel 44.08.70.87 :	2,5 miljoen frank

Sectie 53:

Artikel 11.03.21.44 :	10,0 miljoen frank
Artikel 11.03.22.45 :	0,5 miljoen frank
Artikel 12.05.02.40 :	0,3 miljoen frank
Artikel 12.05.11.49 :	0,5 miljoen frank
Artikel 43.01.40.54 :	90,0 miljoen frank
Artikel 43.02.40.57 :	8,0 miljoen frank

Artikel 43.03.50.70: 0,1 miljoen frank
Artikel 44.01.60.83: 15,5 miljoen frank
Artikel 44.02.60.86: 6,0 miljoen frank
Artikel 44.03.70.02: 0,1 miljoen frank

Sectie 55:

Artikel 11.03.21.01: 6,0 miljoen frank
Artikel 11.03.22.02: 0,5 miljoen frank
Artikel 12.05.02.94: 1,0 miljoen frank
Artikel 43.01.40.11: 110,0 miljoen frank
Artikel 44.01.60.40: 30,0 miljoen frank

Sectie 56:

Artikel 11.03.01.08: 2,7 miljoen frank
Artikel 11.03.21.28: 25,0 miljoen frank
Artikel 43.01.40.38: 235,8 miljoen frank
Artikel 43.02.40.41: 6,3 miljoen frank
Artikel 44.01.60.67: 55,2 miljoen frank
Artikel 44.02.60.70: 6,0 miljoen frank

Sectie 64:

Artikel 43.02.30.53: 2,4 miljoen frank
Artikel 44.02.40.72: 4,5 miljoen frank

Titel II

Sectie 64:

Artikel 63.01.35.25: 0,2 miljoen frank
Artikel 64.01.45.44: 0,2 miljoen frank.
— Adopté.
Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN ONDERWIJS — NEDERLANDSTALIG REGIME — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE — RÉGIME NÉERLANDAIS — POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1988

Discussion et vote des articles

De Voorzitter. — Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Onderwijs — Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988, zoals ze door de commissie werden geamendeerd.

Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de l'Éducation nationale — régime néerlandais — pour l'année budgétaire 1988, tels qu'amendés par la commission.

Daar niemand het woord vraagt in de beraadslaging over de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

— Deze artikelen werden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs 389-1 en 2, bijzondere zitting 1988, van de Senaat.*)

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents n^{os} 389-1 et 2, session extraordinaire 1988, du Sénat.*)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

*Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Onderwijs — Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1988 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . .	152 295,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . .	419,1	183,7	243,7
Totalen (Titels I en II)	152 714,3	183,7	243,7

Die kredieten worden opgesomd onder het deel A der Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatie-afdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatie-afdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien er op toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen er bovendien voor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

*Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)
et pour les dépenses de capital (Titre II)*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère de l'Éducation nationale — régime néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1988, des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes . .	152 295,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . .	419,1	183,7	243,7
Totaux (Titres I et II)	152 714,3	183,7	243,7

Ces crédits sont énumérés à la partie A des Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi compatible.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans des tableaux de moyens budgétaires, le ministre ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu, le cas échéant, des redistributions opérées conformément au § 3.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1988 verbonden uitgaven worden kredieten bestemd voor de financiering van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap geopend, ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	2 987,5	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	35,7	—	—
Totalen (Titels I en II)	3 023,2	—	—

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1988 des crédits destinés au financement du budget de la Communauté flamande, s'élevant à (en millions de francs):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	2 987,5	—	—
Titre II			
Dépenses de capital . . .	35,7	—	—
Totaux (Titres I et II)	3 023,2	—	—

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven

Art. 3. De ordonnancements van de uitgaven die in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van de vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van artikels waarvan de nummering inmiddels gewijzigd werd mogen worden aangerekend op de overeenstemmende artikels van de begroting voor het jaar 1988.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes et aux dépenses de capital

Art. 3. Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des

articles dont le numérotage a été modifié entre-temps, peuvent être imputés à charge des articles correspondants du budget de l'année 1988.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof:

1° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 2 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het rijksvormingscentrum;

2° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 75 pct. van de geldvoorschotten over vorig jaar worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement.

Art. 4. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846:

1° Des avances de fonds d'un montant maximum de 2 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du centre de formation de l'Etat;

2° Des avances de fonds d'un montant maximum de 75 p.c. des avances de fonds de l'année précédente peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van gereguleerde bezoldigingen, toelagen en vergoedingen van alle aard evenals voor de betaling van schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 100 000 frank niet overschrijden. Geldvoorschotten mogen ook aangewend worden voor de betalingen van schuldvorderingen van het Centraal Bureau voor benodigheden en de Regie der Gebouwen, hoe groot hun bedrag ook is.

Art. 5. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, allocations et indemnités réglementées ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 100 000 francs. Des avances de fonds peuvent être ainsi utilisées pour payer les créances de l'Office central des fournitures et de la Régie des Bâtiments, quel que soit leur montant.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Duitse Bondsrepubliek gevestigde Belgische scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnances van kredietopening, hoe groot hun bedrag ook is, zulks ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de minister van Landsverdediging.

Art. 6. Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire belges établis sur le territoire de la république fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit, quel que soit leur montant.

au profit d'un comptable extraordinaire, désigné par le ministre de la Défense nationale.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 7. De hierna volgende niet-gesplitste kredieten mogen uitgaven dekken met betrekking tot vroegere begrotingsjaren:

Titel I, sectie 40: artikel 33.16;

Titel I, sectie 61: artikelen 12.25, 43.08, 44.15 en 01.03.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 7. Les crédits non dissociés ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures:

Titre I, section 40: article 33.16;

Titre I, section 61: articles 12.25, 43.08, 44.15 et 01.03.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846, op de inrichting van het Rekenhof:

1° Mogen geldvoorschotten aangewend worden voor de betaling van de kosten voor het vervoer van personeelsleden en leerlingen, hoe groot hun bedrag ook is;

2° Mogen geldvoorschotten aangewend worden voor de betaling van uitgaven voor brandstoffen, water, gas, elektriciteit, telefoon, telegraaf en port, hoe groot het bedrag daarvan ook is.

Gelet op het dringend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 der wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten verleend worden aan de rekenplichtige belast met de vereffening der hulpelden en toelagen van sociale aard.

Art. 8. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes:

1° Des avances de fonds peuvent être utilisées pour payer les frais de transport des membres du personnel et des élèves sans limitation de montant;

2° Des avances de fonds peuvent être utilisées pour payer les frais de combustibles, d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone, de télégraphe et de franchise de port, quel qu'en soit le montant.

Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. De weddetoelagen van de personeelsleden van het basis-, secundair, hoger met uitzondering van het universitair onderwijs, het buitengewoon onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, de diensten voor beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra alsmede de toelagen toegekend voor de bezoldiging van het middagtoezicht, mogen in de vorm van vaste uitgaven uitbetaald worden.

Art. 9. Les subventions-traitements aux membres du personnel des enseignements fondamental, secondaire, supérieur à l'exception de l'enseignement universitaire, spécial et de promotion sociale, des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux ainsi que les subventions

allouées pour la surveillance du midi, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 10. De vergoedingen wegens begrafeniskosten alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

Art. 10. Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les indemnités de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

— Aangenomen.

Adopté.

Afzonderlijke sectie (Titel IV)

Art. 11. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 6 336 200 000 frank voor de ontvangsten en op 7 490 600 000 frank voor de uitgaven.

Section particulière (Titre IV)

Art. 11. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 6 336 200 000 francs pour les recettes et à 7 490 600 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

Art. 12. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau joint à la présente loi, est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen van het departement die de ontvangsten hebben gedaan worden door het teken C aangeduid.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables du département qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. In afwijking van de artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend

ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, alsmede van allerhande werkingsuitgaven, welke het bedrag er ook van zij, die voortvloeien uit het beheer van het bedoelde Fonds.

Art. 13. Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective, ainsi que des dépenses de fonctionnement de toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Het artikel 63.03.A mag een debettoestand vertonen zolang het eigen patrimonium van de Rijksuniversiteit van Gent de nodige terugbetalingen niet heeft verricht.

Art. 14. L'article 63.03.A peut accuser une position débitrice aussi longtemps que le patrimoine de l'Université de l'Etat de Gand n'aura pas fait les versements nécessaires.

— Aangenomen.

Adopté.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 15. Het specifieke inschrijvingsgeld, betaald voor de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven en die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling, kan gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.19.A van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

Het deel van het specifieke inschrijvingsgeld, betaald voor de studenten van vreemde nationaliteit wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven en die vóór 1 september 1983 hogere studiën begonnen zijn in een school voor gesubsidieerd officieel hoger onderwijs buiten de universiteit met volledig leerplan, dat de werkingstoelage overschrijdt, welke is voorzien bij de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, kan gestort worden op het bovengenoemde Fonds.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de werkingstoelagen of integratietoelagen van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Autres dispositions spéciales

Art. 15. Le droit d'inscription spécifique payé pour les élèves et étudiants étrangers dont les parents ou le tuteur légal ne sont pas belges et ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement officiel subventionné d'enseignement peut être versé à un Fonds ouvert à l'article 66.19.A du Titre IV — Section particulière.

La partie du droit d'inscription spécifique payé pour les étudiants étrangers dont les parents ou le tuteur légal ne sont pas belges et ne sont pas domiciliés en Belgique et qui ont commencé avant le 1^{er} septembre 1983 des études supérieures dans une école d'enseignement supérieur officiel subventionné non universitaire de plein exercice, excédant la subvention de fonctionnement, qui est prévue par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, peut être versée au Fonds susmentionné.

Les recettes du Fonds seront affectées au paiement des subventions de fonctionnement ou des subventions d'intégration des établissements officiels subventionnés d'enseignement.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. Het specifieke inschrijvingsgeld, betaald voor de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven en die onderwijs genieten in een vrije gesubsidieerde onderwijsinstelling, kan gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.20.A van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

Het deel van het specifieke inschrijvingsgeld, betaald voor de studenten van vreemde nationaliteit wier ouders of wettelijke voogd geen Belg zijn en niet in België verblijven en die vóór 1 september 1983 hogere studiën begonnen zijn in een school voor gesubsidieerd vrij hoger onderwijs buiten de universiteit met volledig leerplan, dat de werkingstoelage overschrijdt, welke is voorzien bij de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, kan gestort worden op het bovengenoemde Fonds.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de werkingstoelagen of integratietoelagen van de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 16. Le droit d'inscription spécifique payé pour les élèves et étudiants étrangers dont les parents ou le tuteur légal ne sont pas belges et ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement libre subventionné d'enseignement peut être versé à un Fonds ouvert à l'article 66.20.A du Titre IV — Section particulière.

La partie du droit d'inscription spécifique payé pour les étudiants étrangers dont les parents ou le tuteur légal ne sont pas belges et ne sont pas domiciliés en Belgique et qui ont commencé avant le 1^{er} septembre 1983 des études supérieures dans une école d'enseignement supérieur libre subventionné non universitaire de plein exercice, excédant la subvention de fonctionnement, qui est prévue par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, peut être versée au Fonds susmentionné.

Les recettes du Fonds seront affectées au paiement des subventions de fonctionnement ou des subventions d'intégration des établissements libres subventionnés d'enseignement.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 17. Het krediet ingeschreven onder het artikel 61.05 van sectie 54 van Titel II — Kapitaaluitgaven, mag gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 60.21.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

Het Fonds bedoeld in het vorig lid zal bovendien voorafgaand gestijfd worden door voorafnemingen op de inkomsten van de poliklinieken van het universitair ziekenhuis van de Rijksuniversiteit te Gent.

De krediettransfers waarvan sprake in het eerste lid mogen slechts worden verricht ten belope van het dubbel der sommen gestort door de poliklinieken.

Art. 17. Le crédit inscrit à l'article 61.05 de la section 54 du Titre II — Dépenses de capital, peut être viré au Fonds ouvert à l'article 60.21.A du Titre IV — Section particulière.

Le Fonds visé à l'alinéa précédent sera en outre préalablement alimenté par des prélèvements effectués sur les recettes des polycliniques de l'hôpital universitaire de l'Université de l'Etat à Gand.

Les transferts de crédits dont question à l'alinéa premier ne pourront être effectués qu'à concurrence du double des sommes versées par les polycliniques.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 18. De opbrengst van de gelden voor het vervoer van leerlingen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met rijksvoertuigen beheerd door de dienst voor leerlingenvervoer, mag gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.24.A van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de rijksvoertuigen die beheerd worden door de dienst voor leerlingenvervoer en voor het betalen van kosten voor het vervoer van leerlingen in toepassing van de wet van 15 juli 1983, houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer.

Art. 18. Les recettes provenant du transport d'élèves, ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de l'Etat, gérés par le service des transports scolaires, peut être viré au Fonds ouvert à l'article 66.24.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées aux véhicules de l'Etat gérés par le service des transports scolaires et au paiement de frais de transport d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de transport scolaire.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 19. De opbrengst van de terugbetalingen van de wedden en weddetoelagen van de personeelsleden uit het rijks- en gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs, mag gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.25.C van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de wedden en weddetoelagen van het personeel van de rijksonderwijsinstellingen en van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

Art. 19. Le produit de la récupération des traitements et subventions-traitements du personnel de l'enseignement de l'Etat et de l'enseignement subventionné, détaché en dehors de l'enseignement, peut être viré au Fonds ouvert à l'article 66.25.C du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées au paiement des traitements et subventions-traitements du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat et des établissements d'enseignement officiels et libres subventionnés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 20. De opbrengst van de inschrijvingsgelden in de officiële gesubsidieerde instellingen voor onderwijs voor sociale promotie mag gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.27.A van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de werkingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen voor sociale promotie.

Art. 20. Les recettes provenant des droits d'inscription dans les établissements officiels subventionnés d'enseignement de promotion sociale, peuvent être virées au Fonds ouvert à l'article 66.27.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées au paiement des dépenses de fonctionnement des établissements officiels subventionnés d'enseignement de promotion sociale.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 21. De opbrengst van de inschrijvingsgelden in de vrije gesubsidieerde instellingen voor onderwijs voor sociale promotie mag gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 66.28.A van de Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de betaling van de werkingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen voor sociale promotie.

Art. 21. Les recettes provenant des droits d'inscription dans les établissements libres subventionnés d'enseignement de promotion sociale, peuvent être virées au Fonds ouvert à l'article 66.28.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées au paiement des dépenses de fonctionnement des établissements libres subventionnés d'enseignement de promotion sociale.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 22. De kredieten ingeschreven onder de artikelen 01.01 van sectie 52 en 01.16 van sectie 56 van Titel I — Lopende uitgaven, mogen gestort worden op een Fonds geopend onder het artikel 60.31.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het Fonds zullen aangewend worden voor de financiering van de lopende uitgaven in verband met de projecten tot vernieuwing van het beroepsonderwijs en van de sociale promotie en tot de invoering van het deeltijds onderwijs.

Art. 22. Les crédits inscrits aux articles 01.01 de la section 52 et 01.16 de la section 56 du Titre I — Dépenses courantes, peuvent être virés au Fonds ouvert à l'article 60.31.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées au financement des dépenses courantes relatives aux projets de rénovation de l'enseignement professionnel et de la promotion sociale et à la création de l'enseignement à temps partiel.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 23. In afwijking van artikel 16, derde lid, van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat kan de minister van Onderwijs de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de rijksscholen met afzonderlijk beheer ertoe machtigen de roerende voorwerpen waarover zij beschikken te verkopen als ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 23. Par dérogation à l'article 16, troisième alinéa, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, le ministre de l'Education nationale peut autoriser les responsables de la gestion financière des écoles de l'Etat à gestion séparée, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent pas être employés.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 24. Kredieten bestemd voor de aanzuivering van schuldvorderingen van vorige jaren worden geopend tot beloop van:

Sectie 51:

Artikel 11.03: 24,0 miljoen frank

Artikel 43.01: 29,1 miljoen frank

Artikel 44.01: 383,5 miljoen frank

Sectie 52:

Artikel 11.03: 41,4 miljoen frank

Artikel 43.01: 478,8 miljoen frank

Artikel 44.01: 231,8 miljoen frank

Sectie 53:

Artikel 11.03: 19,4 miljoen frank

Artikel 43.01: 95,0 miljoen frank

Artikel 44.01: 112,3 miljoen frank

Sectie 55:

Artikel 11.03: 33,6 miljoen frank

Artikel 43.01: 227,3 miljoen frank

Artikel 44.01: 153,5 miljoen frank

Sectie 56:

Artikel 43.01: 100,3 miljoen frank

Artikel 44.01: 37,4 miljoen frank.

Art. 24. Il est ouvert des crédits destinés à l'apurement des créances des années antérieures, s'élevant à:

Section 51:

Article 11.03: 24,0 millions de francs

Article 43.01: 29,1 millions de francs

Article 44.01: 383,5 millions de francs

Section 52:

Article 11.03: 41,4 millions de francs

Article 43.01: 478,8 millions de francs

Article 44.01: 231,8 millions de francs

Section 53:

Article 11.03: 19,4 millions de francs

Article 43.01: 95,0 millions de francs

Article 44.01: 112,3 millions de francs

Section 55:

Article 11.03: 33,6 millions de francs

Article 43.01: 227,3 millions de francs

Article 44.01: 153,5 millions de francs

Section 56:

Article 43.01: 100,3 millions de francs

Article 44.01: 37,4 millions de francs.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE — SECTEUR COMMUN AUX REGIMES FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS — POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1988

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN ONDERWIJS — GEMEENSCHAPPELIJKE SECTOR VAN DE FRANSTALIGE EN DE NEDERLANDSTALIGE REGIMES — VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1988

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — pour 1988.

Wij gaan over tot de bespreking van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Onderwijs — gemeenschappelijke sector van de Franstalige en de Nederlandstalige regimes — voor 1988.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de behandeling van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis au voix et adoptés. (Voir documents n^{os} 420-1 et 2, session extraordinaire 1988, du Sénat.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 420-1 en 2, bijzondere zitting 1988, van de Senaat.)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden:

*Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (Titel II)*

Artikel 1. § 1. Voor de uitgaven van de begroting van Onderwijs — gemeenschappelijke sector van de Franstalige en Nederlandstalige regimes — voor het begrotingsjaar 1988 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken):

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITEL I			
Lopende uitgaven . . .	5 417,2	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven . . .	4 217,8	68,5	68,5
Totaal . . .	9 635,0	68,5	68,5

Die kredieten worden opgesomd onder de Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatie-afdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernoemen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kan de minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

*Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)
et pour les dépenses de capital (Titre II)*

Article 1^{er}. § 1. Il est ouvert pour les dépenses du budget de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — afférentes à l'année budgétaire 1988 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs):

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten
TITRE I			
Dépenses courantes . . .	5 417,2	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital . . .	4 217,8	68,5	68,5
Totaux . . .	9 635,0	68,5	68,5

Ces crédits sont énumérés aux Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, le ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu le cas échéant des redistributions opérées conformément au § 3.

— Aangenomen.

Adopté.

*Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven
en de kapitaaluitgaven*

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof:

1° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement worden verleend;

2° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de Koninklijke Sterrenwacht, het Algemeen Rijksarchief en het Belgisch Instituut voor ruimteaëronomie;

3° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 16 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtige van het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika;

4° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 20 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het Koninklijk Instituut voor natuurwetenschappen;

5° Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 30 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de Koninklijke Bibliotheek en het Koninklijk Meteorologisch Instituut.

*Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes
et aux dépenses de capital*

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes:

1° Des avances de fonds d'un montant maximum de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département;

2° Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires de l'Observatoire royal, des Archives générales du royaume et de l'Institut d'aéronomie spatiale de Belgique;

3° Des avances de fonds d'un montant maximum de 16 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire du Musée royal de l'Afrique centrale;

4° Des avances de fonds d'un montant maximum de 20 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires de l'Institut royal des sciences naturelles;

5° Des avances de fonds d'un montant maximum de 30 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables

extraordinaires de la Bibliothèque royale et de l'Institut royal météorologique.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel bezoldigd door de Staat, evenals voor de betaling van de schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 100 000 frank niet overschrijden.

Art. 3. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par l'Etat, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 100 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De ordonnancements van de uitgaven die in de loop van het begrotingsjaar 1985 en van de vorige begrotingsjaren werden vastgelegd ten laste van de artikels waarvan de nummering inmiddels gewijzigd werd mogen worden aangerekend op de overeenstemmende artikelen van de begroting voor het jaar 1988.

Art. 4. Les ordonnancements sur les dépenses engagées au cours des années budgétaires 1985 et antérieures, à charge des articles dont le numérotage a été modifié entre-temps, peuvent être imputés à charge des articles correspondants du budget de l'année 1988.

— Aangenomen.

Adopté.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 5. In afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof wordt de buitengewone rekenplichtige van het bestuur van het Hoger Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek ertoe gemachtigd, door middel van geldvoorschotten, de reisbeurzen en de geldprijzen uit te betalen die verleend worden aan de laureaten van de universitaire wedstrijden tot een maximumbedrag van 50 000 frank. Hij wordt er bovendien toe gemachtigd op dezelfde wijze, de reiskosten te betalen van de personen die uit het buitenland komen of zich naar het buitenland begeven.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 5. Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, le comptable extraordinaire de l'administration de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèces octroyés aux lauréats des concours universitaires pour un montant maximum de 50 000 francs. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. De vergoedingen wegens begrafeniskosten alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

Art. 6. Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les indemnités de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

— Aangenomen.

Adopté.

Afzonderlijke sectie

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 4 931 500 000 frank voor de ontvangsten en op 9 963 400 000 frank voor de uitgaven.

Section particulière

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 4 931 500 000 francs pour les recettes et à 9 963 400 000 francs pour les dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. In afwijking van de artikelen 14, eerste alinea, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, alsmede van allerhande werkings-uitgaven, welk het bedrag er ook van zij, die voortvloeien uit het beheer van het bedoelde Fonds.

Art. 8. Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective, ainsi que des dépenses de fonctionnement de toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtige van het departement die de ontvangsten heeft gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 9. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par le comptable du département qui a opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 12 AUGUSTUS 1981 HOUDENDE DE OPRICHTING VAN EEN PUBLIEKRECHTELIJKE RECHTSPERSOON, GENAAMD «PALEIS VOOR SCHONE KUNSTEN»

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 12 AOÛT 1981 PORTANT CREATION D'UNE PERSONNE JURIDIQUE DE DROIT PUBLIC DENOMMEE «PALAIS DES BEAUX ARTS»

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 12 augustus 1981 houdende de oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd «Paleis voor Schone Kunsten».

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée «Palais des Beaux Arts».

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Garcia, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb de indruk dat op dit eerder gevorderde uur een korte mathematische voorstelling van het verslag ieders belang dient.

Sta me toe u op een evidentie te wijzen. Het Paleis voor Schone Kunsten heeft er in bepaalde omstandigheden en voorwaarden belang bij in de commerciële sector te treden door aan te sluiten bij een handelsvennootschap om een aantal van zijn wettelijk vooropgestelde doeleinden op een meer efficiënte wijze te kunnen waarmaken.

Op het ogenblik is deze vraag concreet gesteld in verband met het automatisch plaatsreserveringsnet.

De wet van 12 augustus 1981 laat deze handelwijze nochtans niet toe. Het ontwerp van wet dat we nu bespreken beoogt in de wet van 12 augustus 1981 wijzigingen aan te brengen om zulks mogelijk te maken.

Tijdens de bespreking in de commissie zijn duidelijk de drie hoofdkenmerken van dit wetsontwerp zeer duidelijk naar voren gekomen.

Ten eerste maakt dit ontwerp het mogelijk bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit het Paleis voor Schone Kunsten de toelating te geven om in bepaalde omstandigheden en voorwaarden toe te treden tot een handelsvennootschap. Dat is trouwens de reden waarom het woord «handelsvennootschap» in algemene termen is gebruikt, zonder nadere omschrijving van het juridisch karakter van de handelsvennootschap.

Het tweede kenmerk is dat een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de voorwaarden kan bepalen waaronder aan het Paleis voor Schone Kunsten een dergelijke toestemming wordt gegeven.

Het derde kenmerk van dit ontwerp is dat het niet gaat, zoals duidelijk in commissie is gezegd, om een *blanc-seing*, om een soort algemene toelating waarbij het Paleis voor Schone Kunsten

om het even wat in het om het even welke omstandigheden zou kunnen beslissen.

Een eminent lid van de commissie heeft vragen gesteld in verband met de uitvoering van de wet van 12 augustus 1981 en in verband met de financiële resultaten van het Paleis voor Schone Kunsten. Ik meen niet dat ik hierover nu verder moet uitweiden aangezien vragen en antwoorden bij het verslag zijn gevoegd.

Dit wetsontwerp werd door de commissie aangenomen met 12 stemmen, bij 1 onthouding. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de wet van 12 augustus 1981 houdende de oprichting van een publiekrechtelijke rechtspersoon, genaamd « Paleis voor Schone Kunsten ».

« Wanneer de in artikel 3 genoemde opdracht het vereist, kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, het Paleis voor Schone Kunsten machtigen zich te verenigen met privé- of openbare partners, met het oog op de deelname in de oprichting van een handelsvennootschap of het verwerven van deelbewijzen in handelsvennootschappen. »

Article unique. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée: « Palais des Beaux Arts ».

« Lorsque la mission mentionnée à l'article 3 le nécessite, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, autoriser le Palais des Beaux Arts à s'associer à des partenaires, privés ou publics, en vue de participer à la création d'une société commerciale ou de prendre des participations dans le capital d'une société commerciale. »

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 17 november 1988, te 14 uur 30.

Le Sénat se réunira demain, jeudi, 17 novembre 1988, à 14 heures 30.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 22 uur.*)

(*La séance est levée à 22 heures.*)

320